

BUDGET 2002-2003

Plan

budgétaire

Le 1^{er} novembre 2001

Plan budgétaire 2002-2003

Section 1

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Section 2

La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Section 1

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Évolution de l'économie depuis le début de 2001

- ❑ Un ralentissement plus accentué que prévu de l'économie des États-Unis en 2001 3
 - ❑ Les principales causes..... 5
 - ❑ Un ralentissement aggravé par les attentats terroristes 9
 - ❑ Réaction des autorités américaines 10
- ❑ Le Québec est affecté par le ralentissement aux États-Unis 11
 - ❑ Repli des exportations internationales 11
 - ❑ Tassement du marché du travail..... 13
- ❑ La demande intérieure continue à progresser 14
 - ❑ Les ménages étaient toujours confiants avant les attentats 14
 - ❑ Bonne progression des dépenses de consommation 15
 - ❑ Hausse de la construction résidentielle 15

Perspectives économiques révisées pour 2001 et 2002

- ❑ Rappel des prévisions du Budget 2001-2002 : un ralentissement était déjà prévu 18
- ❑ Des perspectives de croissance à court terme amoindries par les attentats terroristes 18
- ❑ Les facteurs clés d'une reprise de la croissance en 2002..... 20
 - ❑ Important assouplissement de la politique monétaire 20
 - ❑ Des mesures gouvernementales de soutien à l'économie 21
- ❑ Les prévisions révisées pour 2001 et 2002 22
 - ❑ Redressement des exportations en 2002 22
 - ❑ Poursuite de la croissance de la demande intérieure 23
- ❑ Comparaison avec les prévisions du secteur privé 25

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Depuis le dépôt du Budget 2001-2002, la situation de l'économie a été affectée par différents événements, le plus marquant étant les tragiques attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington. La présente section fait le point sur la situation actuelle de l'économie du Québec, à la lumière des éléments nouveaux et des informations disponibles au milieu du mois d'octobre 2001. Elle expose également les révisions apportées aux prévisions économiques pour 2001 et 2002 depuis le dernier budget et les compare à celles réalisées par le secteur privé.

Évolution de l'économie depuis le début de 2001

Un ralentissement plus accentué que prévu de l'économie des États-Unis en 2001

Après avoir maintenu un rythme annuel de progression de plus de 4 % de 1997 à 2000, il était prévu par la majorité des experts que l'économie américaine allait croître moins rapidement en 2001. Au moment du dernier budget, la moyenne des prévisions du secteur privé établissait à quelque 2 % la croissance économique aux États-Unis en 2001. C'était également l'hypothèse qui avait été retenue lors de la préparation des prévisions économiques pour le Québec au budget de mars dernier.

Ce ralentissement de l'économie américaine était anticipé en raison de plusieurs facteurs, notamment :

- ☐ la Réserve fédérale américaine avait resserré considérablement la politique monétaire en 2000 : hausse des taux d'intérêt – fonds fédéraux – de 4,75 % en juin 1999 à 6,50 % en mai 2000, un niveau qui a été ensuite maintenu jusqu'en décembre 2000;
- ☐ le maintien du coût de l'énergie à un niveau élevé allait réduire le pouvoir d'achat des ménages et les marges bénéficiaires des entreprises : augmentation du prix du pétrole de 18 \$ US en 1999 à 28 \$ US en 2000;
- ☐ le repli important des marchés boursiers allait freiner l'investissement des entreprises et la consommation des ménages : entre le milieu de mars 2000 et février 2001, le Nasdaq (indice boursier principalement constitué de titres technologiques) s'était déjà corrigé à la baisse de 57 % et le S&P 500 (indice boursier des 500 plus grandes sociétés américaines) de 7 %;

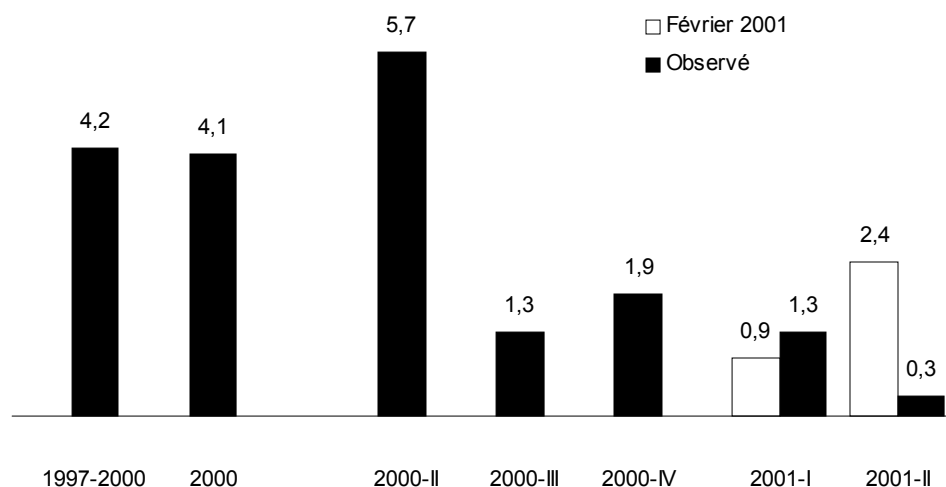
- les ventes d'automobiles aux États-Unis allaient continuer à diminuer, le parc d'automobiles ayant été rajeuni au cours des années précédentes : les prévisionnistes anticipaient une diminution du nombre de véhicules vendus en 2001 d'environ 8 %.

Non seulement ce ralentissement s'est-il matérialisé, il a été en fait un peu plus accentué que prévu au cours des huit premiers mois de 2001.

GRAPHIQUE 1.1

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE PLUS ACCENTUÉ QUE PRÉVU AUX ÉTATS-UNIS EN 2001

(PIB réel, variation en pourcentage à taux annuel)



Source : DRI-WEFA.

En effet, après avoir atteint 5,7 % à taux annuel au deuxième trimestre de 2000, la croissance du PIB réel n'a plus dépassé la barre des 2 % : elle s'est établie à 1,3 % et 1,9 %, respectivement, au troisième et quatrième trimestre de 2000 et à 1,3 % et 0,3 %, respectivement, au premier et deuxième trimestre de 2001.

Ce n'est toutefois qu'au deuxième trimestre de 2001 et durant l'été que la croissance économique américaine a véritablement démontré des signes de ralentissement plus prononcé que prévu.

Les principales causes

Le ralentissement économique aux États-Unis en 2001 s'est accentué sous l'effet combiné de plusieurs facteurs.

- **Repli plus prononcé des marchés boursiers**

Les marchés boursiers ont continué à chuter depuis le début de l'année, et ce, plus fortement que prévu. Ce repli traduit principalement une révision à la baisse des perspectives de bénéfices et un surinvestissement dans certains secteurs de l'économie au cours des dernières années. Entre le 30 janvier et le 10 septembre 2001, l'indice boursier Nasdaq a diminué de 40 % (de 2838 à 1695) et le S&P 500 de plus de 20 % (de 1374 à 1093). Ces baisses s'ajoutent à celles observées en 2000. La bulle spéculative sur les titres de haute technologie, observée à la fin des années 1990, s'est donc rapidement dégonflée.

Cette chute des cours boursiers a provoqué une restructuration importante du secteur des technologies de l'information et des communications. Elle a également forcé des entreprises à abandonner ou à surseoir à certains de leurs projets d'investissement. De même, en diminuant la richesse des ménages, la correction boursière a affecté leur confiance et certains de leurs projets de dépenses.

GRAPHIQUE 1.2

**DÉGONFLEMENT DE LA BULLE
SPÉCULATIVE SUR LES TITRES
TECHNOLOGIQUES**
(Indice Nasdaq)



Source : Bloomberg.

GRAPHIQUE 1.3

**REPLI
IMPORTANT DU
S&P 500**
(Indice S&P 500)



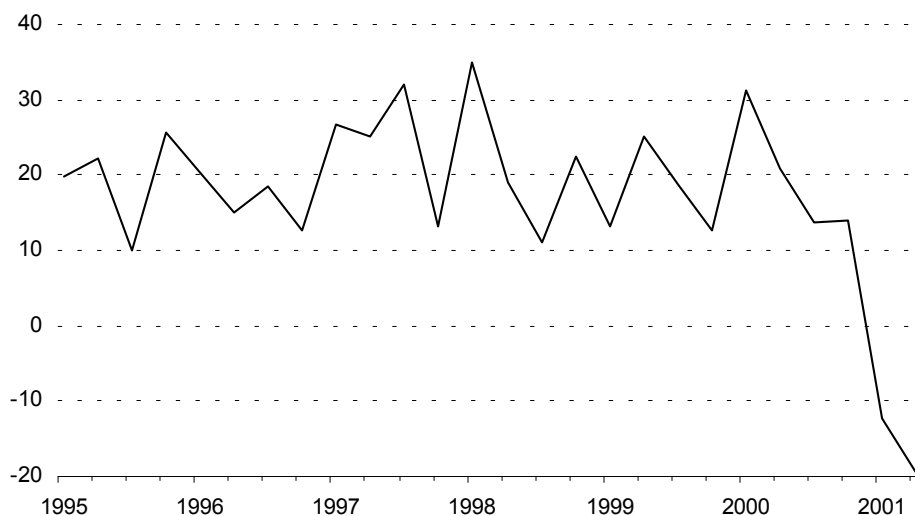
Source : Bloomberg.

▪ **Chute de la demande pour le matériel informatique et de télécommunication**

Aux prises avec un ralentissement de la demande, une baisse de leurs profits, un accès plus difficile au financement corporatif et des inventaires trop élevés, les entreprises américaines ont réduit substantiellement leurs investissements en matériel informatique et de télécommunication depuis le début de l'année. Ainsi, après avoir augmenté à un rythme annuel moyen de près de 20 % depuis 1995, la demande pour ces produits a chuté de 12,4 % et de 19,5 %, respectivement, au premier et deuxième trimestre de 2001.

GRAPHIQUE 1.4

FORTE CHUTE DES INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATION AUX ÉTATS-UNIS
(variation en pourcentage à taux annuel)



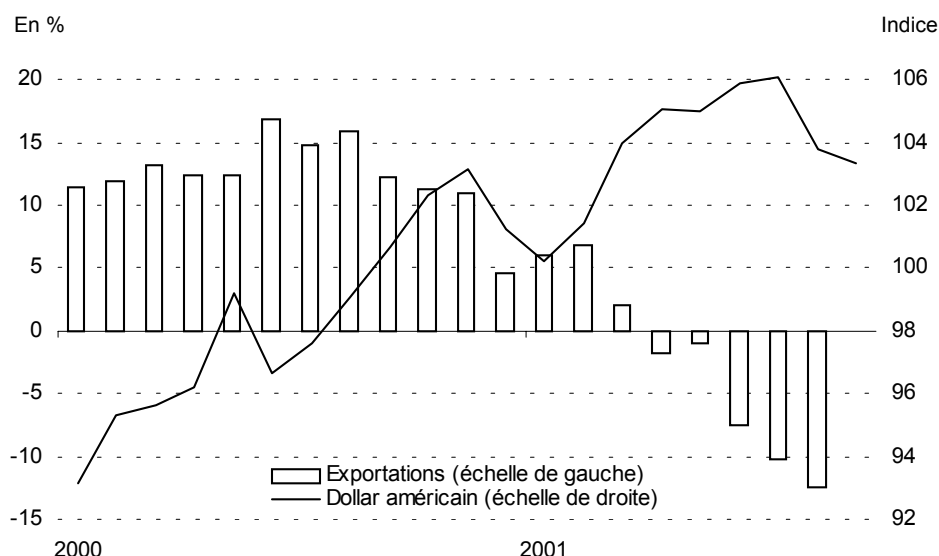
Source : Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

▪ **Vigueur de la devise américaine**

Malgré un ralentissement de la croissance économique, le dollar américain s'est apprécié de près de 6 % entre janvier et juillet 2001 par rapport aux devises de ses principaux partenaires commerciaux. Une évolution qui s'explique par une entrée importante de capitaux étrangers due au rôle de valeur refuge du dollar américain et aux perspectives économiques favorables aux États-Unis à moyen terme. La force du dollar américain a contribué à une décroissance des exportations des États-Unis de près de 13 % entre août 2000 et août 2001.

GRAPHIQUE 1.5

L'APPRÉCIATION DU DOLLAR AMÉRICAIN A CONTRIBUÉ À LA DIMINUTION DES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS (variation en pourcentage et indice)



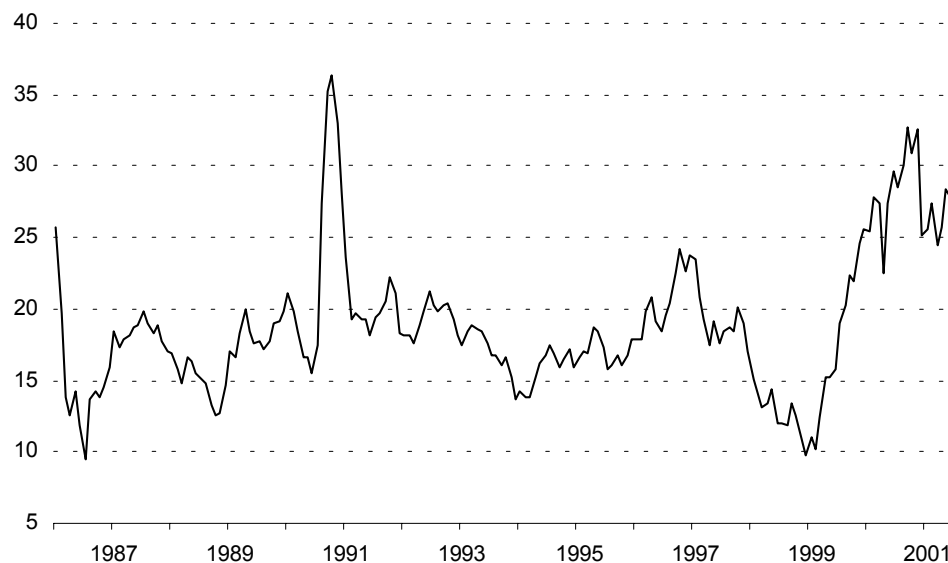
Source : DRI-WEFA.

▪ **Prix plus élevés de l'énergie et des aliments**

Les prix de l'énergie et des aliments plus élevés que prévu au premier semestre de 2001 ont réduit le pouvoir d'achat des ménages et, en ce qui concerne les prix de l'énergie, les marges bénéficiaires des entreprises.

Le prix du pétrole est en effet demeuré relativement élevé au cours des six premiers mois de 2001, s'établissant en moyenne à près de 27 \$ US, soit un niveau nettement supérieur à celui observé en moyenne au cours des quinze dernières années (18,5 \$ US). Il s'est ainsi maintenu dans le haut de la fourchette cible des pays de l'OPEP (entre 22 \$ US et 28 \$ US).

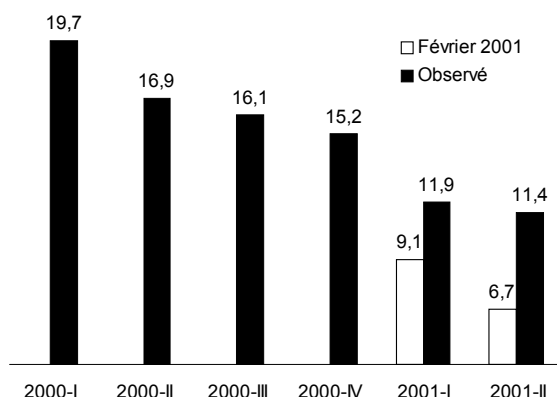
GRAPHIQUE 1.6

**LE PRIX DU PÉTROLE EST DEMEURÉ ÉLEVÉ
AU PREMIER SEMESTRE DE 2001**
(\$ US/baril)

Source : Bloomberg.

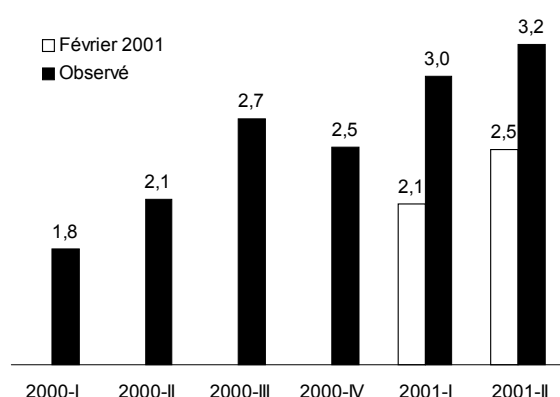
Le prix de l'essence a non seulement été affecté par le niveau élevé du prix du pétrole, il a également été soumis à des pressions à la hausse en raison d'un faible niveau d'inventaires et de capacités de raffinage temporairement réduites dues notamment à des incendies majeurs dans les raffineries aux États-Unis. Les raffineries se sont également concentrées sur la production d'autres produits plus rentables tel le mazout durant cette période. De plus, on a observé une forte hausse du prix du gaz naturel, en raison principalement d'une forte construction de maisons neuves utilisant cette forme d'énergie. Enfin, la crise énergétique en Californie, provoquée principalement par une mauvaise planification de la déréglementation, a fait augmenter les prix de l'électricité dans cette région.

GRAPHIQUE 1.7

DIMINUTION DES PRIX DE L'ÉNERGIE AUX ÉTATS-UNIS MOINS RAPIDE QUE PRÉVU
 (variation annuelle en pourcentage)


Source : DRI-WEFA.

GRAPHIQUE 1.8

FORTE AUGMENTATION DES PRIX DES ALIMENTS AUX ÉTATS-UNIS
 (variation annuelle en pourcentage)


Source : DRI-WEFA.

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires se sont inscrits en hausse de manière plus importante qu'anticipé en raison de divers facteurs ayant affecté l'offre de ces produits. Le prix des fruits et des légumes a été affecté par les mauvaises conditions climatiques dans les régions du Sud-Ouest des États-Unis alors que les viandes et les produits connexes ont souffert de l'offre réduite sur les marchés internationaux à la suite des épidémies en Europe.

Un ralentissement aggravé par les attentats terroristes aux États-Unis

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont aggravé le ralentissement déjà en cours de l'économie américaine. À court terme, en plus de ralentir fortement l'activité économique et financière dans l'une des villes les plus importantes des États-Unis, ces événements ont entraîné :

- ☐ des réductions importantes d'activité dans les secteurs du transport aérien, de l'aéronautique, du tourisme et du secteur financier, qui ont donné lieu à d'importantes mises à pied;
- ☐ une détérioration de la confiance des agents économiques à la suite du climat d'incertitude provoqué par ces attentats.

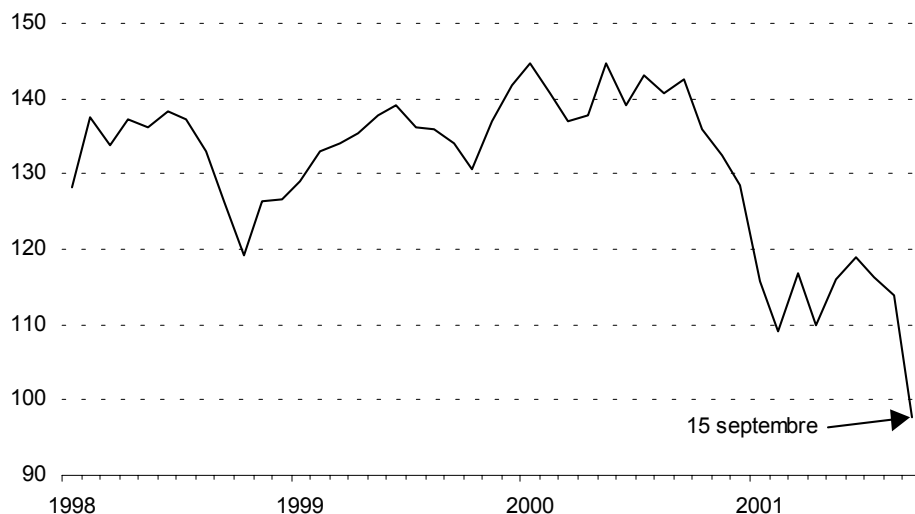
La confiance des ménages aux États-Unis avait cependant commencé à diminuer significativement avant même les événements du 11 septembre. En effet, entre mai 2000 et août 2001, l'indice de confiance des ménages, mesuré par le Conference Board, a chuté de 21 %, notamment en raison de la détérioration du marché du travail – perte de près de 500 000 emplois au cours des six derniers mois – et des marchés

boursiers. Une chute additionnelle de 15 % a été observée en septembre, après les attentats.

GRAPHIQUE 1.9

CONFIANCE DES CONSOMMATEURS

(Indice du Conference Board)



Source : DRI-WEFA.

Réaction des autorités américaines

Pour relancer l'économie et atténuer les effets des attentats terroristes, les autorités américaines ont toutefois réagi rapidement. Plusieurs mesures ont ainsi été mises de l'avant après le 11 septembre.

D'abord, des liquidités additionnelles ont été injectées dans le système bancaire pour assurer la fluidité de son fonctionnement. Ensuite, le taux d'intérêt des fonds fédéraux aux États-Unis a été abaissé de 100 points de base (-50 points le 17 septembre et -50 points le 2 octobre), à 2,5 %, portant à 400 points la réduction des taux d'intérêt de court terme aux États-Unis depuis le début de l'année.

De plus, le gouvernement américain a mis en place plusieurs fonds d'urgence. Un premier fonds de 40 MM\$ US pour venir en aide aux victimes, accroître la sécurité et procéder au nettoyage et à la remise en état. Une somme de 15 MM\$ US a ensuite été annoncée pour prêter assistance aux compagnies aériennes.

Enfin, le gouvernement américain s'est engagé à mettre en place un plan de stimulation de l'économie de l'ordre de 100 MM\$ US, principalement axé sur des baisses d'impôt. Les réductions d'impôt s'ajouteraient à la baisse de 55 MM\$ US en 2001 déjà en vigueur selon le plan de réduction de 1 350 MM\$ US sur 11 ans approuvé plus tôt cette année.

Malgré cette réaction rapide des autorités américaines, les conditions économiques se sont rapidement détériorées au cours des derniers mois, forçant les prévisionnistes à revoir à la baisse la croissance économique des États-Unis en 2001.

Le Québec est affecté par le ralentissement aux États-Unis

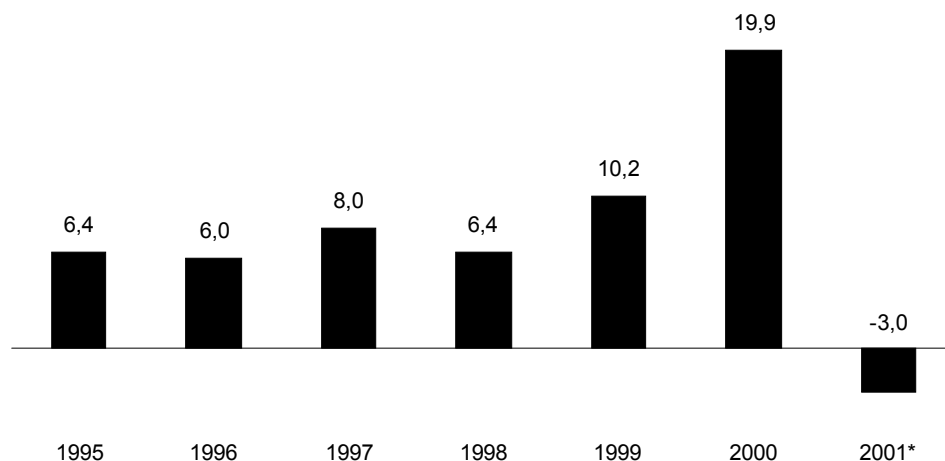
Fortement intégré avec l'économie américaine, puisque plus de la moitié de ses exportations de marchandises y sont destinées, le Québec est affecté par l'évolution de la situation économique au sud de sa frontière depuis le début de l'année.

Repli des exportations internationales

Après une croissance exceptionnelle de près de 20 % l'an dernier, les exportations internationales de marchandises du Québec affichent un recul de 3,0 % en moyenne depuis le début de l'année par rapport à la période correspondante en 2000.

GRAPHIQUE 1.10

LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC SONT AFFECTÉES PAR LE RALENTISSEMENT AUX ÉTATS-UNIS (variation en pourcentage, en dollars constants)

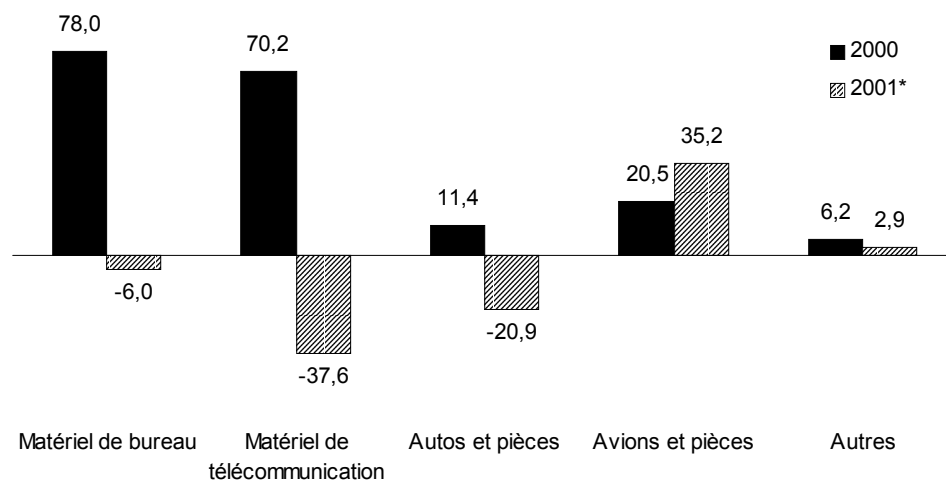


*Moyenne des 7 premiers mois de 2001.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Parmi les secteurs les plus durement touchés, on retrouve le matériel de bureau et le matériel de télécommunication, en baisse respectivement de 6,0 % et de 37,6 % depuis le début de l'année. Ces deux secteurs avaient crû très fortement en 2000. Cette année, ils ont été affectés par le repli marqué des investissements en matériel informatique et de télécommunication aux États-Unis. Le secteur de l'automobile connaît également un recul important, de 20,9 %. Par ailleurs, le secteur aéronautique demeurait en forte croissance (35,2 %) avant les événements du 11 septembre dernier, alors que les autres secteurs continuaient à progresser mais de façon plus modérée (2,9 %).

GRAPHIQUE 1.11

UN REPLI DES EXPORTATIONS EN 2001 CONCENTRÉ DANS LE MATÉRIEL DE BUREAU ET DE TÉLÉCOMMUNICATION
(variation en pourcentage, en dollars constants)



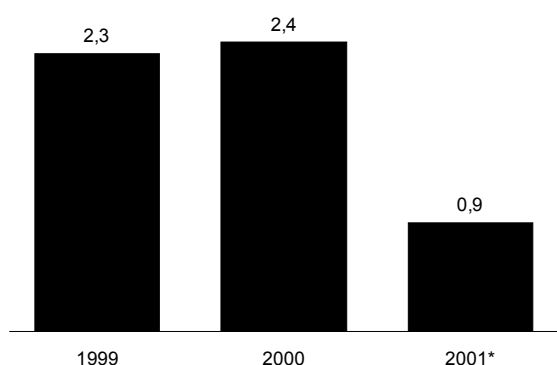
*Moyenne des 7 premiers mois de 2001.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Tassement du marché du travail

Le repli des exportations s'est répercuté sur l'évolution du marché du travail. L'emploi a continué à progresser mais à un rythme moins vigoureux qu'auparavant. Suivant une croissance de 2,4 % en 2000, la croissance de l'emploi a ralenti à 0,9 % en moyenne pour les trois premiers trimestres de 2001 par rapport à la même période l'an dernier. Entre décembre 2000 et septembre 2001, quelque 45 000 emplois ont été créés au Québec, comparativement à 27 000 au Canada. Malgré la hausse de l'emploi, le taux de chômage a augmenté, s'établissant en moyenne à 8,6 % depuis le début de l'année (8,4 % en septembre dernier).

GRAPHIQUE 1.12

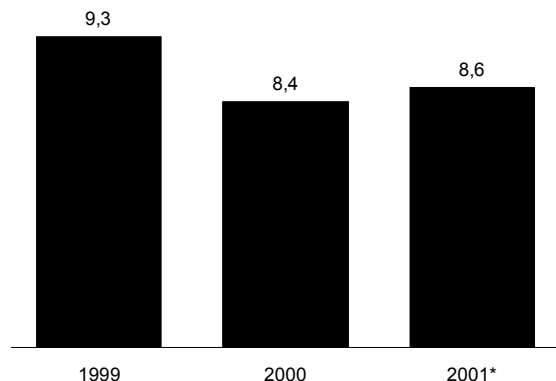
LA CROISSANCE DE L'EMPLOI A RALENTI (variation en pourcentage)



*Moyenne des trois premiers trimestres.
Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.13

LE TAUX DE CHÔMAGE A AUGMENTÉ (en pourcentage)



*Moyenne des trois premiers trimestres.
Source : Statistique Canada.

La demande intérieure continue à progresser

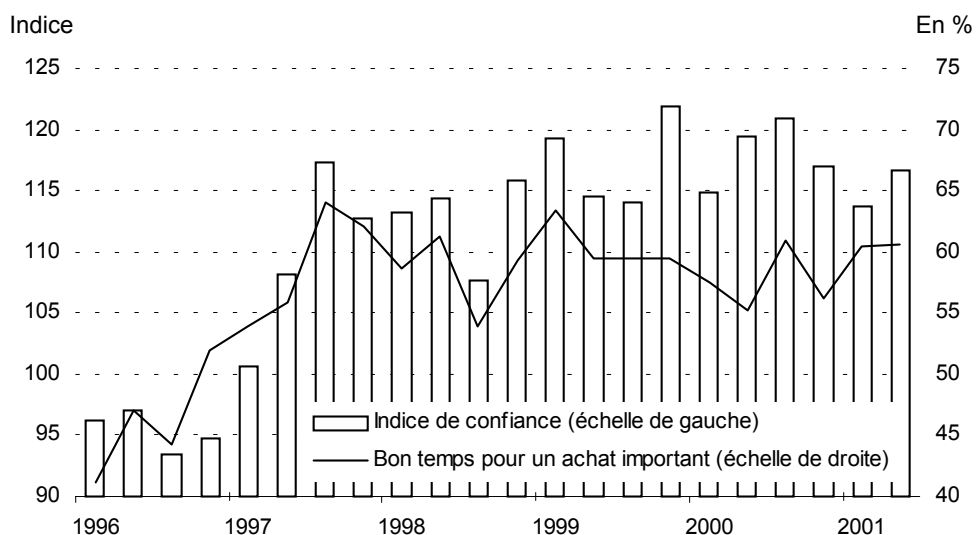
Les ménages étaient toujours confiants avant les attentats

Malgré un ralentissement, la demande intérieure a continué à progresser, la confiance des ménages étant demeurée à un niveau relativement élevé avant les attentats terroristes du 11 septembre. Disposant d'un pouvoir d'achat accru en raison notamment de réductions importantes à l'impôt des particuliers, les ménages ont continué à augmenter leurs dépenses depuis le début de l'année, tant du côté de la consommation que de celui du secteur de l'habitation.

GRAPHIQUE 1.14

LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS AU QUÉBEC DEMEURAIT ÉLEVÉE AVANT LES ATTENTATS

(indice et pourcentage des réponses)



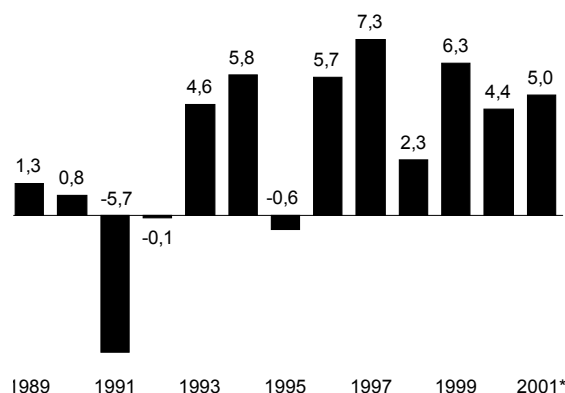
Source : Conference Board du Canada.

Bonne progression des dépenses de consommation

Les ventes au détail ont continué à croître à un rythme relativement élevé cette année. Le taux de croissance s'est établi à 5,0 % pour la moyenne des huit premiers mois de 2001, comparativement à celle de la même période l'an dernier, une hausse supérieure à celle enregistrée au cours de l'année 2000 (4,4 %). Il s'agit également d'une progression nettement supérieure à celle enregistrée lors des périodes de ralentissement économique précédentes.

GRAPHIQUE 1.15

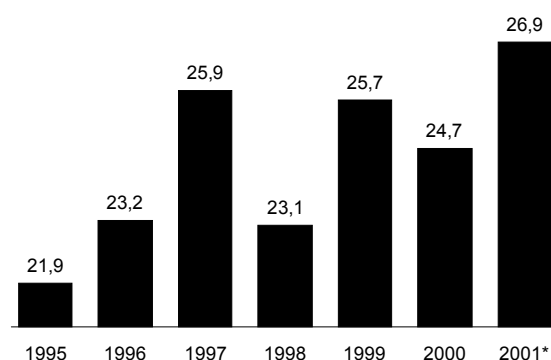
BONNE PROGRESSION DES VENTES AU DÉTAIL (variation en pourcentage)



*Moyenne des 8 premiers mois de 2001.
Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.16

HAUSSE DES MISES EN CHANTIER (milliers d'unités)



*Moyenne des 9 premiers mois de 2001.
Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement.

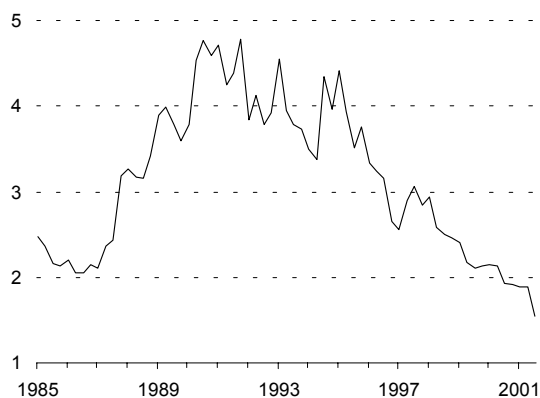
Hausse de la construction résidentielle

Stimulées par une baisse importante des taux d'intérêt hypothécaires et une faible offre excédentaire, les mises en chantier ont augmenté fortement au cours des premiers mois de 2001. Leur nombre a en effet atteint 26 900 unités en moyenne de janvier à septembre, soit le niveau le plus élevé des sept dernières années.

L'offre excédentaire sur ce marché s'est fortement résorbée comme en témoignent les faibles niveaux actuels du rapport inscriptions/ventes et du taux d'inoccupation des logements locatifs. Ce dernier, qui avait atteint un sommet de 7,5 % en 1992, a diminué à 2,2 % en 2000.

GRAPHIQUE 1.17

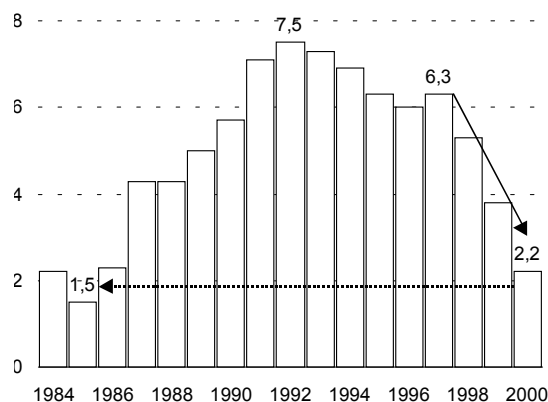
BAISSE DU RAPPORT INSCRIPTIONS/TRANSACTIONS (rapport)



Source : Association canadienne de l'immeuble.

GRAPHIQUE 1.18

TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS AU QUÉBEC (en pourcentage)



Sources : Société canadienne d'hypothèque et de logement et ministère des Finances du Québec.

TABLEAU 1.1

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES – QUÉBEC ET CANADA

		Variation en pourcentage		
Dernière période disponible		2000	2001 ⁽¹⁾	
CANADA				
—	PIB réel	2 ^e trim.	4,4	2,3
—	Prix à la consommation	Septembre	2,7	3,0
QUÉBEC				
—	PIB réel	2 ^e trim.	4,7	2,4
—	PIB nominal	2 ^e trim.	6,2	3,8
—	Exportations (\$ 1997) ⁽²⁾	Juillet	19,9	-3,0
—	Ventes au détail	Août	4,4	5,0
—	Salaires et traitements	Juin	6,5	4,0
—	Mises en chantier	Septembre	-4,1	7,6
—	Revente d'habitations	Août	8,0	12,4
—	Investissements non résidentiels ⁽³⁾	Juillet	6,1	-0,9 ⁽⁴⁾
—	Expéditions manufacturières	Août	13,5	-1,7
—	Emploi	Septembre	2,4	0,9
—	Taux de chômage ⁽⁵⁾	Septembre	8,4	8,6

(1) Moyenne des mois disponibles en 2001 par rapport à la même période en 2000.

(2) Base douanière.

(3) Statistique Canada, Investissements privés et publics, juillet 2001.

(4) Diminution due à la fin de deux grands projets d'investissement, soit celui d'Alcan à Alma et celui de Magnolia à Asbestos. Ces deux projets mis à part, la croissance devrait atteindre environ 4 %.

(5) Niveau moyen en pourcentage (8,4 % en septembre 2001).

Les perspectives économiques révisées pour 2001 et 2002

Rappel des prévisions du Budget 2001-2002 : un ralentissement était déjà prévu

Les prévisions économiques présentées au Budget 2001-2002 intégraient déjà un ralentissement significatif de la croissance économique au Québec en raison du ralentissement aux États-Unis. Après quatre années de progression particulièrement vigoureuse, dont une hausse de 4,7 % en 2000, il était en effet prévu que la croissance ralentirait à 2,7 % en 2001 et à 2,6 % en 2002.

Jusqu'à maintenant en 2001, l'économie québécoise a été affectée par le ralentissement plus accentué de l'économie américaine. En particulier, les exportations québécoises ont été fortement touchées par la chute marquée des investissements américains en matériel informatique et de télécommunication. Elles continueront d'être affaiblies d'ici la fin de l'année par la chute de la demande provoquée par les attentats du 11 septembre.

Des perspectives de croissance à court terme amoindries par les attentats terroristes

N'eût été des attentats terroristes aux États-Unis, l'économie québécoise aurait probablement repris de la vigueur au second semestre de 2001 et les perspectives économiques pour l'année 2002 auraient alors été peu différentes de celles présentées dans le Budget 2001-2002. Ce scénario était toujours considéré le plus probable par la majorité des économistes au début de septembre, compte tenu de la baisse importante des taux d'intérêt de court terme depuis janvier (-300 points de base aux États-Unis et -175 points au Canada) et des politiques fiscales et budgétaires favorables à la croissance qui avaient été mises en place lors des derniers budgets. Mais les attentats du 11 septembre ont repoussé en 2002 la reprise attendue initialement par les prévisionnistes au second semestre de 2001.

En quelques semaines, à la suite des attentats terroristes, les perspectives économiques ont été fortement modifiées. Il est apparu rapidement que certains secteurs étaient particulièrement touchés, notamment le transport aérien, l'aéronautique et le tourisme. De plus, la confiance des agents économiques, si indispensable pour entreprendre des projets et des engagements à moyen terme, était ébranlée, non seulement aux États-Unis mais également dans les autres principaux pays industrialisés, en raison de la forte interdépendance de ces économies.

Intégrant ces impacts, les économistes du secteur privé ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance économique aux États-Unis pour 2001 et 2002 entre le mois de septembre et celui d'octobre 2001, et ce, de façon significative. En moyenne, ceux-ci anticipent maintenant que la

croissance se limitera à 1 % en 2001 et à 1,2 % en 2002, soit, respectivement, 0,6 % et 1,5 % de moins que les hypothèses qui prévalaient au début de septembre, juste avant les attentats. Depuis février dernier, la croissance économique aux États-Unis a été révisée à la baisse de 1 % en 2001 et de 2,3 % en 2002.

TABLEAU 1.2

RÉVISIONS AUX PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES AUX ÉTATS-UNIS
(PIB réel, variation en pourcentage)

	2000*	2001	2002
Février 2001	4,1	2,0	3,5
Avant le 11 septembre	4,1	1,6	2,7
Octobre 2001	4,1	1,0	1,2

* Observé.

Source : Consensus Economics.

Les perspectives économiques de l'ensemble des principaux pays industrialisés ont également été révisées fortement à la baisse pour 2001 et 2002. En moyenne pour les pays du G-7, les révisions depuis février dernier atteignent environ un point de pourcentage en 2001 et deux points de pourcentage en 2002.

TABLEAU 1.3

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS DU G-7
(PIB réel, variation en pourcentage)

	2001			2002		
	Février	Octobre	Révision	Février	Octobre	Révision
États-Unis	2,0	1,0	-1,0	3,5	1,2	-2,3
Canada	2,7	1,4	-1,3	3,4	1,7	-1,7
France	2,9	2,0	-0,9	3,0	1,8	-1,2
Allemagne	2,6	0,9	-1,7	2,7	1,5	-1,2
Italie	2,4	1,9	-0,5	2,7	1,5	-1,2
Royaume-Uni	2,5	2,1	-0,4	2,7	2,1	-0,6
Japon	1,4	-0,5	-1,9	1,8	-0,4	-2,2
G-7	2,1	1,0	-1,1	3,0	1,1	-1,9

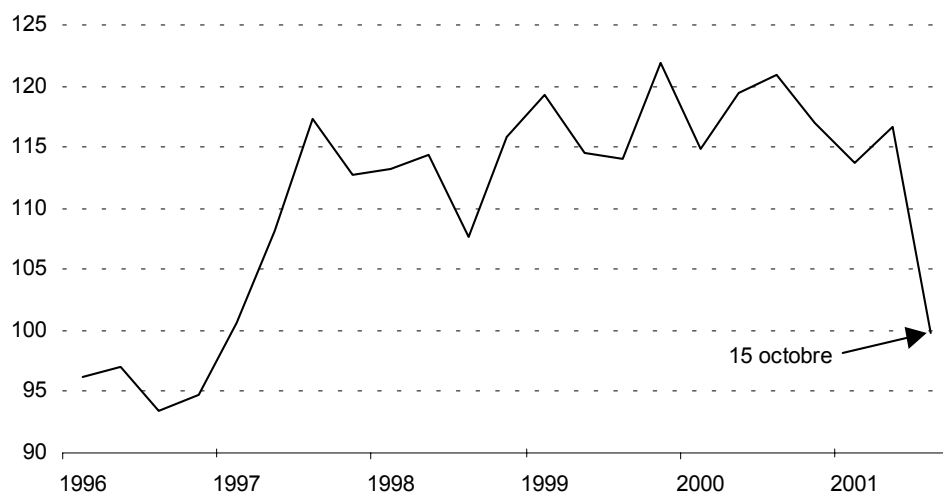
Source : Consensus Economics.

Le Québec, en plus d'être touché de manière très importante via ses exportations aux États-Unis, a lui aussi été affecté directement par les

répercussions économiques négatives à court terme des attentats aux États-Unis. En effet, d'importantes mises à pied ont été annoncées peu après le 11 septembre dans les secteurs déjà mentionnés. De plus, le contexte plus incertain qui prévaut depuis ces événements s'est traduit par une réduction de la confiance des ménages de 15 % entre le 15 juin et le 15 octobre 2001, une baisse similaire à celle observée aux États-Unis.

GRAPHIQUE 1.19

**BAISSE MARQUÉE DE LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS
AU QUÉBEC APRÈS LES ATTENTATS**
(indice)



Source : Conference Board du Canada.

Les facteurs clés d'une reprise de la croissance en 2002

La majorité des experts anticipe une reprise de l'économie dès le début de l'an prochain, alors que les impacts négatifs à court terme des attentats et du dégonflement de la bulle spéculative sur les marchés boursiers seront derrière nous. Plusieurs ingrédients essentiels à cette reprise sont déjà présents, d'autres sont mis en place dans le cadre du présent budget.

Important assouplissement de la politique monétaire

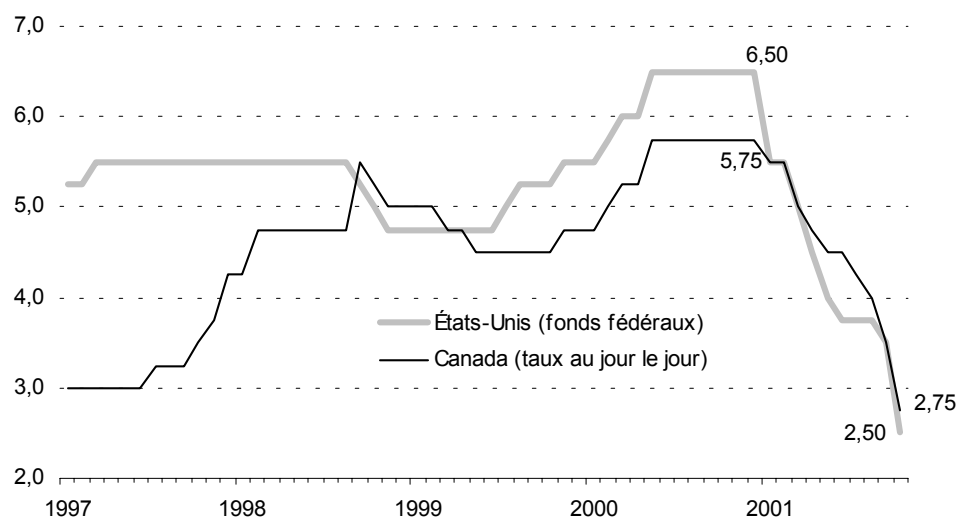
Les banques centrales américaine et canadienne ont déjà réduit fortement leurs taux d'intérêt directeurs.

Du côté américain, la Réserve fédérale a baissé de 400 points de base le taux des fonds fédéraux au cours des dix premiers mois de l'année 2001. Le taux directeur est ainsi passé de 6,5 % au début de janvier à 2,5 % en octobre 2001. Il s'agit du niveau le plus bas depuis 1962. De son côté, la Banque du Canada a réduit son taux de référence de 300 points de base, à 2,75 %. Depuis les attentats, la Réserve fédérale a abaissé ses taux

directeurs de 100 points de base et la Banque du Canada de 125 points. Étant donné les faibles perspectives de croissance à court terme, d'autres baisses pourraient survenir d'ici la fin de 2001.

GRAPHIQUE 1.20

IMPORTANT ASSOUPPLISSEMENT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE (taux d'intérêt en pourcentage)



Sources : DRI-WEFA et Banque du Canada.

Des mesures gouvernementales de soutien à l'économie

Par ailleurs, tant du côté américain que canadien, les gouvernements ont mis en place un stimulus fiscal et budgétaire important au cours de la dernière année. Au Québec, la baisse d'impôt des particuliers entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier contribuera à soutenir l'activité économique en augmentant le pouvoir d'achat des ménages d'un milliard de dollars en 2001-2002 et de 3,5 milliards de dollars d'ici 2003-2004. En 2002, compte tenu des baisses d'impôt annoncées au cours des deux dernières années, les contribuables bénéficieront, en moyenne, d'une réduction de leurs impôts annuels de 20 %.

Le gouvernement américain, comme il a été mentionné précédemment, a déjà proposé des mesures additionnelles de stimulation de son économie. De plus, les nouvelles mesures annoncées dans le présent budget appuieront encore davantage la reprise en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs et le niveau des investissements. À elles seules, ces mesures devraient hausser la croissance économique de 0,7 point de pourcentage en 2002 et contribuer à créer ou soutenir quelque 30 000 emplois en trois ans, dont 16 000 en 2002.

Les prévisions révisées pour 2001 et 2002

Dans l'ensemble, l'économie québécoise devrait continuer à croître mais à un rythme plus modéré que celui anticipé auparavant. La croissance économique du Québec devrait s'établir à 1,1 % en 2001 et à 1,7 % en 2002, compte tenu des mesures de soutien de l'économie mises de l'avant dans ce budget. Des taux de croissance qui devraient se traduire par une hausse de 30 000 emplois cette année et près de 20 000 l'an prochain. Étant donné l'évolution prévisible de la population active, le taux de chômage s'inscrira légèrement en hausse, à 8,9 % en moyenne en 2002.

Une croissance économique plus soutenue et une création d'emplois plus importante sont attendues en 2003, avec la reprise plus vigoureuse de l'économie américaine et un redressement des investissements en haute technologie aux États-Unis.

TABLEAU 1.4

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC : RÉVISIONS DEPUIS LE BUDGET 2001-2002

(PIB réel, variation en pourcentage)

	2001	2002
Budget 2001-2002	2,7	2,6
Avant le 11 septembre	1,7	2,3
Après le 11 septembre	1,1	1,0
— Impact des mesures du présent budget	---	+0,7
Budget 2002-2003	1,1	1,7

Redressement des exportations en 2002

Avec la reprise de l'activité économique aux États-Unis au début de 2002, la production de biens manufacturés au Québec devrait reprendre rapidement, de même que les exportations internationales. Les secteurs du matériel de bureau et du matériel de télécommunication devraient être parmi les premiers à bénéficier de la reprise de la demande américaine.

Toutefois, étant donné que le ralentissement plus accentué de l'économie américaine et les difficultés du secteur des télécommunications se sont traduits par une importante diminution des exportations cette année, le redressement anticipé en 2002 ne sera pas suffisant pour compenser en totalité le repli de 2001. Ainsi, sur la base des moyennes annuelles, les exportations internationales du Québec devraient diminuer, en dollars constants, de 7,4 % en 2001 et de 0,2 % en 2002, avant de rebondir en 2003.

Poursuite de la croissance de la demande intérieure

Soutenue par des politiques fiscales et budgétaires très favorables à la croissance et par de bas taux d'intérêt, la demande intérieure devrait continuer à progresser à un rythme modéré cette année et l'an prochain.

Grâce aux réductions d'impôt des particuliers et à la bonification des crédits d'impôt pour la TVQ, le pouvoir d'achat des ménages sera maintenu. Cela devrait soutenir leur confiance et leur permettre d'accroître leurs dépenses réelles de consommation de près de 2 % cette année comme l'an prochain (respectivement 3,9 % et 3,3 % en dollars courants).

En outre, étant donné les conditions actuelles sur le marché résidentiel, caractérisées par de bas taux d'intérêt hypothécaires et une faible offre excédentaire, le nombre de mises en chantier devrait s'établir à 26 700 unités en 2001 et à 27 700 unités en 2002, des niveaux supérieurs à ceux enregistrés au cours des dernières années.

Après un léger repli en 2001 dû à la fin de deux grands projets d'investissement (Alcan et Magnola), les investissements non résidentiels privés et publics devraient renouer avec la croissance en 2002. Soutenus par le programme d'accélération des investissements mis de l'avant dans le présent budget, ceux-ci devraient croître de 5,7 % l'an prochain.

TABLEAU 1.5

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
 (variation en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003
PRODUCTION				
— Produit intérieur brut réel	4,7	1,1	1,7	1,9
— Produit intérieur brut	6,2	3,3	3,0	3,2
ÉLÉMENTS DE DÉPENSES				
— Consommation	4,8	3,9	3,3	2,9
— Mises en chantier ('000)	24,7	26,7	27,7	27,7
— Investissements non résidentiels	6,1 ⁽¹⁾	-0,9 ⁽¹⁾	5,7	1,6
— Exportations internationales de marchandises ⁽²⁾	12,3	-7,4	-0,2	4,8
ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX				
— Salaires et traitements	6,5	3,2	2,5	3,2
— Revenu personnel	5,7	3,2	2,6	3,2
— Bénéfices des sociétés	12,2	0,2	-0,5	5,7
— Prix à la consommation	2,4	2,8	2,1	1,6
MARCHÉ DU TRAVAIL				
— Population active	1,4	1,1	0,8	0,9
— Emploi	2,4	0,9	0,6	1,2
— en milliers	80	30	19	40
— Taux de chômage (niveau en %)	8,4	8,6	8,9	8,6
TAUX D'INTÉRÊT – CANADA (niveau en %)				
— Bons du Trésor, 3 mois	5,5	3,9	3,0	4,4
— Obligations canadiennes, 10 ans	5,9	5,5	5,5	6,2

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics.

(2) Dollars constants de 1997, sur la base des comptes économiques.

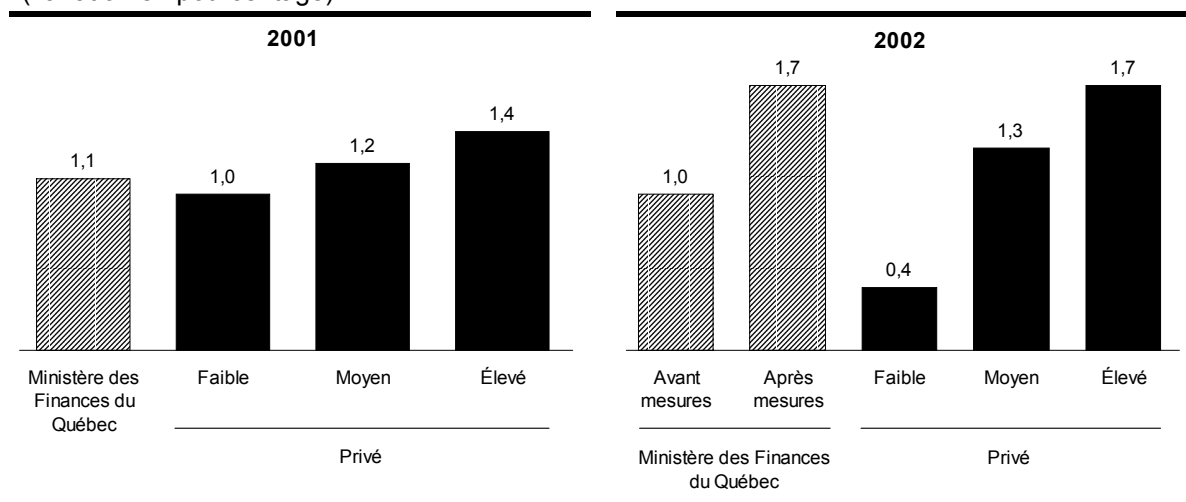
Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Pour 2001, les prévisionnistes du secteur privé anticipent que l'économie du Québec connaîtra une croissance de 1,2 %, une estimation peu différente de celle retenue par le ministère des Finances du Québec (1,1 %).

En ce qui concerne 2002, étant donné un niveau d'incertitude plus élevé qu'au cours des années précédentes en raison des attentats du 11 septembre, les prévisionnistes du secteur privé demeurent partagés quant aux perspectives de croissance économique : l'éventail des prévisions s'étale de 0,4 % à 1,7 %. En moyenne, ceux-ci anticipent une progression de 1,3 %. La prévision du ministère des Finances du Québec est légèrement plus élevée (1,7 %), car elle tient compte de l'impact des mesures de soutien de l'économie du présent budget.

GRAPHIQUE 1.21

COMPARAISON DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUES AVEC LE SECTEUR PRIVÉ – QUÉBEC (variation en pourcentage)



Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.

Section 2

La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement	3
Les revenus budgétaires	5
Les dépenses budgétaires	8
Les opérations non budgétaires	10
La dette représentant les déficits cumulés	11
Le financement	12
Les emprunts	14
Les remboursements d'emprunts	18
La dette totale du gouvernement	19
Données historiques et prévisions révisées	22
Opérations financières du gouvernement du Québec	
❑ Sommaire	22
❑ Revenus budgétaires	23
❑ Dépenses budgétaires	24
❑ Opérations non budgétaires	25
❑ Opérations de financement	27
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour le Fonds consolidé du revenu	28
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour les organismes consolidés	29
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour les organismes non consolidés ...	30
Emprunts réalisés en 2001-2002 par Financement-Québec	31
Emprunts réalisés en 2001 par Hydro-Québec	32

Les opérations financières du gouvernement

La prévision de déficit zéro pour l'année financière 2001-2002, établie lors du Discours sur le budget du 29 mars dernier, est maintenue.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 2001-2002 sont révisés à 49 958 millions de dollars, soit 1 178 millions de dollars de moins que ce qui était anticipé au dernier budget. Cette diminution des revenus provient d'une révision à la baisse de 1 354 millions de dollars des revenus autonomes et d'une révision à la hausse de 176 millions de dollars des transferts fédéraux.

Quant aux dépenses budgétaires consolidées, elles sont révisées à la baisse de 228 millions de dollars. Elles s'établissent à 50 908 millions de dollars en 2001-2002. Cette variation reflète, d'une part, la révision à la baisse de 508 millions de dollars du service de la dette par rapport au niveau prévu au moment du dernier budget. Cette révision s'explique principalement par la forte diminution des taux d'intérêt de court terme depuis le début de l'année financière 2001-2002. D'autre part, la variation reflète aussi une révision à la hausse de 280 millions de dollars des dépenses d'opérations qui découle des dépenses financées par la réserve budgétaire.

Par ailleurs, un montant de 670 millions de dollars provenant de la réserve budgétaire sera utilisé pour maintenir l'équilibre budgétaire. À cette fin, un amendement au projet de loi sur la réserve budgétaire sera déposé.

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés sont révisés à 707 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 63 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de mars 2001.

En ce qui a trait aux opérations de financement, la variation de la dette directe est révisée à la hausse de 1 009 millions de dollars par rapport à la prévision initiale, en raison principalement d'emprunts de 855 millions de dollars qui seront effectués par anticipation. Ces opérations de préfinancement permettront de pourvoir au remboursement de certains emprunts qui arriveront à échéance le premier jour de la prochaine année financière.

TABLEAU 2.1

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002		
	Résultats réels ⁽¹⁾	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	42 856	41 652	40 298	- 1 354
Transferts fédéraux	8 161	9 484	9 660	176
Total des revenus	51 017	51 136	49 958	- 1 178
Dépenses d'opérations	- 41 959	- 43 226	- 43 506	- 280
Service de la dette	- 7 606	- 7 910	- 7 402	508
Total des dépenses	- 49 565	- 51 136	- 50 908	228
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	- 950	—	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer de nouvelles dépenses	—	—	280	280
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	670	670
Surplus budgétaire après réserve	502	0	0	—
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 632	- 2 771	- 1 317	1 454
Immobilisations	- 473	- 691	- 691	—
Régimes de retraite	1 793	1 888	1 987	99
Autres comptes	- 706	804	- 686	- 1 490
Besoins non budgétaires	- 1 018	- 770	- 707	63
Besoins financiers nets	- 516	- 770	- 707	63
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 473	1 859	941	- 918
Variation de la dette directe ⁽²⁾	3 008	1 023	2 032	1 009
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 2 019	- 2 112	- 2 266	- 154
Total du financement des opérations	516	770	707	- 63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002.
(2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
(3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 2001-2002, la prévision des revenus budgétaires s'établit à 49 958 millions de dollars, une baisse de 2,1 % par rapport au niveau atteint en 2000-2001. Ce résultat découle des effets combinés d'une diminution des revenus autonomes de 6 % et d'une croissance de 18,4 % des transferts fédéraux.

Les revenus autonomes

Les revenus autonomes prévus s'établissent à 40 298 millions de dollars, un niveau inférieur de 1 354 millions de dollars à celui de la prévision du Discours sur le budget 2001-2002. Ces révisions proviennent en partie des impacts des mesures fiscales annoncées au présent budget. Elles s'expliquent également par les effets du ralentissement de l'activité économique sur les revenus des impôts et taxes ainsi que par les impacts du repli des marchés financiers sur les revenus des entreprises du gouvernement.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES (en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001 (%)
Impôt sur le revenu des particuliers	17 068	15 902	15 559	– 343	– 8,8
Fonds des services de santé	4 488	4 436	4 396	– 40	– 2,0
Impôts des sociétés	4 217	4 374	3 817	– 557	– 9,5
Taxes à la consommation	9 393	9 742	9 845	103	4,8
Entreprises du gouvernement	3 496	3 256	2 707	– 549	– 22,6
Organismes consolidés	1 851	1 662	1 662	—	– 10,2
Autres revenus	2 343	2 280	2 312	32	– 1,3
Total des revenus autonomes	42 856	41 652	40 298	– 1 354	– 6,0

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont diminués de 343 millions de dollars et de 40 millions de dollars respectivement. Ces révisions découlent principalement des mesures fiscales annoncées dans le présent budget et de la croissance moins forte que prévu de la rémunération.

De même, les revenus au titre des impôts des sociétés sont révisés à la baisse de 557 millions de dollars. Ce résultat est attribuable à une croissance des bénéfices des sociétés moins élevée qu'anticipé et, surtout, à la mesure prise pour améliorer de 525 millions de dollars les liquidités des petites et moyennes entreprises à la suite des attentats terroristes.

Les revenus des taxes à la consommation sont, quant à eux, supérieurs de 103 millions de dollars à ceux anticipés au moment du budget 2001-2002. Cette augmentation reflète principalement les revenus supplémentaires générés par les hausses de taxe sur le tabac annoncées le 5 avril dernier et au présent budget. Toutefois, des revenus moindres que prévu à l'égard de la taxe sur les carburants, en raison des prix élevés qui ont prévalu en début d'année, ainsi qu'à la taxe de vente ont atténué ces impacts.

La prévision de revenus en provenance des entreprises du gouvernement est réduite de 549 millions de dollars. Cette révision s'explique en grande partie par la baisse des bénéfices anticipés de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). Cette baisse traduit notamment l'évolution défavorable des revenus de placements, une situation qui reflète la tendance générale observée sur les marchés financiers. Par ailleurs, le bénéfice prévu d'Hydro-Québec est réduit de 107 millions de dollars par rapport aux prévisions initiales et ce, en raison d'un fléchissement du prix de l'électricité sur les marchés situés en dehors du Québec.

TABLEAU 2.3

PRÉVISIONS DES BÉNÉFICES DE LA CSST ET DE LA SAAQ

(en millions de dollars)

			2001-2002
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget
Commission de la santé et de la sécurité du travail	286	– 65	– 351
Société de l'assurance automobile du Québec	32	– 45	– 77

Les transferts fédéraux

Les prévisions révisées pour l'année financière 2001-2002 montrent une révision à la hausse de 176 millions de dollars des transferts fédéraux par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars dernier. Les transferts fédéraux devraient ainsi se situer à 9 660 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX (en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001
					(%)
Péréquation	5 650	5 615	5 777	162	2,2
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 597	2 960	2 915	– 45	82,5
Autres transferts liés aux accords fiscaux	30	15	15	—	– 50,0
Autres programmes	634	535	531	– 4	– 16,2
Organismes consolidés	250	359	422	63	68,8
Total des transferts fédéraux	8 161	9 484	9 660	176	18,4

Les revenus de péréquation sont revus à la hausse de 162 millions de dollars depuis le budget malgré la réduction des revenus des provinces assujettis à ce programme. Une révision à la baisse de la capacité fiscale relative du Québec à l'impôt des sociétés de même qu'une révision à la hausse des paiements à l'égard de l'année 1998-1999 expliquent ce résultat.

Les revenus au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont quant à eux revus à la baisse de 45 millions de dollars en raison de la valeur plus élevée des points d'impôt liés à l'abattement spécial du Québec qui vient réduire d'autant les transferts financiers versés par le gouvernement fédéral au Québec au titre de ce programme.

Quant aux organismes consolidés, les revenus sont réévalués à la hausse de 63 millions de dollars, ce qui résulte notamment des résultats plus favorables qu'anticipé de la Financière agricole du Québec.

Les dépenses budgétaires

La prévision des dépenses budgétaires est révisée à 50 908 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002, soit 228 millions de dollars de moins que prévu au Discours sur le budget du 29 mars 2001. Cette variation résulte d'une part de l'utilisation de la réserve budgétaire pour la réalisation de nouvelles dépenses dans certains ministères, notamment au ministère de la Santé et des Services sociaux, et d'autre part, de la diminution du service de la dette. Au total, les dépenses budgétaires montrent une augmentation de 2,7 % par rapport à 2000-2001.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001 (%)
Objectif de dépenses de programmes	40 776	41 929	41 929	—	2,8
Utilisation de la réserve budgétaire pour de nouvelles dépenses	—	—	280	280	—
Dépenses de programmes	40 776	41 929	42 209	280	3,5
Organismes consolidés	1 183	1 297	1 297	—	9,6
Total des dépenses d'opérations	41 959	43 226	43 506	280	3,7
Service de la dette					
Fonds consolidé du revenu					
Service de la dette directe	4 378	4 632	4 098	- 534	- 6,4
Régimes de retraite	2 594	2 611	2 637	26	1,7
	6 972	7 243	6 735	- 508	- 3,4
Organismes consolidés	634	667	667	—	5,2
Total du service de la dette	7 606	7 910	7 402	- 508	- 2,7
Total des dépenses budgétaires	49 565	51 136	50 908	- 228	2,7

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 43 506 millions de dollars, soit 280 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 2001. Ces nouvelles dépenses seront financées par la réserve budgétaire.

Le service de la dette

Le service de la dette est révisé à la baisse de 508 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2001-2002; il s'établit maintenant à 7 402 millions de dollars, dont 4 098 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 637 millions de dollars pour les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et 667 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés.

Cette révision provient essentiellement de la forte diminution des taux d'intérêt de court terme depuis le début de l'année financière 2001-2002.

Les opérations non budgétaires

Les besoins financiers nets provenant des opérations non budgétaires demeurent presque inchangés par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars 2001. Cependant, il y a des variations importantes des placements, prêts et avances et des autres comptes qui découlent principalement de l'utilisation de la réserve budgétaire de 950 millions de dollars constituée lors du budget de mars 2001.

En effet, le placement prévu de 950 millions de dollars à la Caisse de dépôt et placement du Québec en regard de la réserve budgétaire ne sera pas effectué. Ce changement entraîne une amélioration de 950 millions de dollars des placements, prêts et avances qui est annulée par une variation négative d'un même montant des autres comptes puisque les sommes affectées à la réserve budgétaire seront utilisées en totalité en 2001-2002.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	2001-2002		
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations
Fonds consolidé du revenu			
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement	- 1 739	- 1 223	516
Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	- 976	- 38	938
	- 2 715	- 1 261	1 454
Immobilisations	150	150	—
Régimes de retraite	1 888	1 987	99
Autres comptes	734	- 756	- 1 490
Total du Fonds consolidé du revenu	57	120	63
Organismes consolidés	- 827	- 827	—
Besoins non budgétaires	- 770	- 707	63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

La dette représentant les déficits cumulés

À la fin du présent exercice financier, la dette (déficits cumulés) s'établira à 81 691 millions de dollars, soit le même niveau que l'exercice précédent. Ce concept de dette correspond au cumul des déficits et des surplus budgétaires réalisés au fil des ans. Il est important de préciser qu'il existe une distinction entre la réduction de la dette représentant les déficits cumulés et la réduction des emprunts du gouvernement. En effet, le gouvernement peut par exemple décider d'augmenter ses emprunts au cours d'un exercice financier pour profiter de conditions avantageuses sur les marchés, sans que la dette représentant les déficits cumulés ne soit affectée.

TABLEAU 2.7

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
 (en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2001	2002 ⁽¹⁾	Variation
Dette directe consolidée ⁽²⁾	63 630	66 028	2 398
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 832	- 279
Dette totale⁽²⁾	102 741	104 860	2 119
Moins : avoirs financiers et immobilisations nets des autres éléments de passif	- 21 050	- 23 169	- 2 119
Dette représentant les déficits cumulés	81 691	81 691	0
Surplus budgétaire après réserve	502	0	—

(1) Prévisions révisées.

(2) Excluant des emprunts effectués par anticipation de 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et 855 millions de dollars en 2001-2002. En incluant les emprunts effectués par anticipation la dette totale atteint 104 216 millions de dollars en 2000-2001 et 105 715 millions de dollars en 2001-2002.

Le financement

Les prévisions révisées montrent que la variation de la dette directe devrait s'établir à 2 032 millions de dollars, soit 1 009 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget 2001-2002. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 seront de 7 374 millions de dollars (6 246 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et 1 128 millions de dollars pour les organismes consolidés), soit 870 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

TABLEAU 2.8

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)

	2001-2002		
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	1 477	622	– 855
Organismes consolidés	382	319	– 63
Total de la variation de l'encaisse	1 859	941	– 918
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
Nouveaux emprunts	5 376	6 246	870
Remboursements d'emprunts	– 4 741	– 4 602	139
	635	1 644	1 009
Organismes consolidés			
Nouveaux emprunts	1 128	1 128	—
Remboursements d'emprunts	– 740	– 740	—
	388	388	—
Total de la variation de la dette directe	1 023	2 032	1 009
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	– 2 112	– 2 266	– 154
Total du financement des opérations	770	707	– 63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les prévisions révisées montrent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu s'établit à 1 644 millions de dollars, soit 1 009 millions de dollars de plus que le montant prévu au Discours sur le budget 2001-2002. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 s'élèveront à 6 246 millions de dollars, ce qui représente 870 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette hausse des emprunts réalisés découle principalement de la décision qui a été prise d'effectuer des emprunts par anticipation afin de pourvoir au remboursement d'emprunts qui arriveront à échéance le premier jour de la prochaine année financière. Ces opérations de préfinancement sont évaluées à 855 millions de dollars. La hausse des emprunts s'explique également par le fait que les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite seront plus élevés que prévu de 154 millions de dollars, alors que les remboursements d'emprunts seront moins élevés que prévu de 139 millions de dollars.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse ne sera diminué que de 622 millions de dollars, alors qu'une réduction de 1 477 millions de dollars était prévue lors du Discours sur le budget de mars dernier.

Financement des organismes consolidés

La variation de la dette directe des organismes consolidés devrait s'établir à 388 millions de dollars, soit le même niveau que celui prévu au dernier budget.

Les emprunts

Au total, le gouvernement prévoit réaliser des emprunts de 7 646 millions de dollars en 2001-2002, dont 6 246 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu (incluant 2 266 millions de dollars afin d'effectuer les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite) et 1 400 millions de dollars pour le Fonds de financement. Les emprunts du Fonds de financement servent à combler les besoins de financement des organismes consolidés (1 128 millions de dollars) et des organismes non consolidés (272 millions de dollars).

La réalisation du programme de financement en 2001-2002 est caractérisée par l'excellente réceptivité des marchés financiers à l'égard des titres du Québec. À preuve, 87 % du programme de financement est déjà réalisé.

Au total, 38 % du programme de financement, soit 2 888 millions de dollars, a été effectué sur le marché canadien. Le gouvernement a réalisé sur ce marché trois émissions publiques d'obligations négociables, pour un montant total de 1 397 millions de dollars, ainsi que des émissions à rendement réel pour un montant total de 28 millions de dollars. Par ailleurs, des placements privés d'un montant de 772 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Enfin, les produits d'épargne vendus par Placements Québec ont procuré au gouvernement 209 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 3 727 millions de dollars, soit 49 % du programme de financement, ont été effectués sur les marchés étrangers dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Trois émissions publiques d'obligations ont été réalisées sur les marchés étrangers. Premièrement, une émission mondiale d'obligations en dollars américains a été réalisée en avril 2001, d'un montant de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens, dont 400 millions de dollars canadiens ont été avancés au Fonds de financement pour être prêtés à des organismes consolidés). Ensuite, une émission d'obligations pour un montant de 50 milliards de yens (625 millions de dollars canadiens) a été effectuée en mai. Enfin, le gouvernement a réalisé, en juin, une émission d'obligations sur le marché de l'euro pour un montant de 1,5 milliard d'euros (1 944 millions de dollars canadiens).

TABLEAU 2.9

SOMMAIRE DES EMPRUNTS PRÉVUS EN 2001-2002

(en millions de dollars)

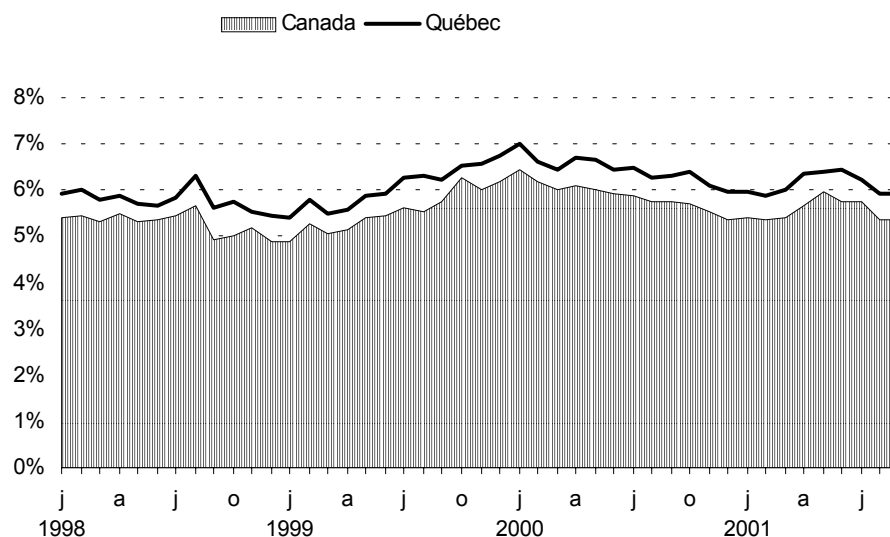
Devises d'emprunts et marchés	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Organismes non consolidés	Total (%)	
Emprunts réalisés					
Dollar canadien					
Marché canadien					
Émissions publiques					
Obligations négociables	1 397	400 ⁽²⁾	—	1 797	62,2
Obligations à rendement réel	28	—	—	28	1,0
Billets à moyen terme	25	—	—	25	0,9
Émissions privées					
Caisse de dépôt et placement du Québec	310	436	26	772	26,7
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	4	—	—	4	0,1
Produits d'épargne	209	—	—	209	7,3
Programme immigrants-investisseurs	50	—	—	50	1,7
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	3	—	—	3	0,1
Sous-total	2 026	836	26	2 888	37,8
Dollar américain					
Émission publique					
Obligations négociables	1 158 ⁽²⁾	—	—	1 158	100,0
Sous-total	1 158	—	—	1 158	15,1
Autres devises					
Émissions publiques					
Euro	1 944	—	—	1 944	75,7
Yen	625	—	—	625	24,3
Sous-total	2 569	—	—	2 569	33,6
Total des emprunts réalisés⁽¹⁾	5 753	836	26	6 615	86,5
Emprunts à réaliser	493	292	246	1 031	13,5
Total	6 246	1 128	272	7 646	100,0

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) L'emprunt original était de 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

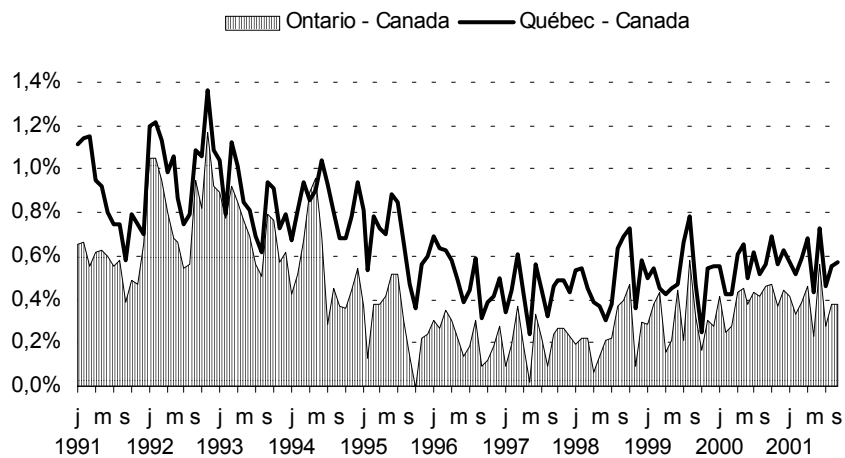
GRAPHIQUE 2.1

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS) DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

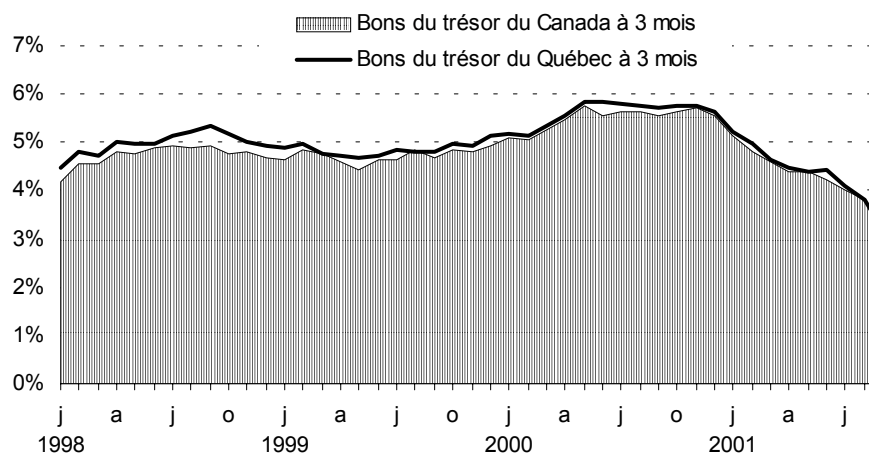


GRAPHIQUE 2.2

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME

Les remboursements d'emprunts

Les prévisions révisées indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2001-2002 du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés s'élèveront à 5 342 millions de dollars, soit 139 millions de dollars de moins que prévu lors du Discours sur le budget du 29 mars 2001. Cette baisse s'explique principalement par des remboursements de produits d'épargne moins élevés que prévu.

La dette totale du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée est la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de la dette des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite représente, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite dont on soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

La dette directe consolidée devrait s'établir à 66 883 millions de dollars au 31 mars 2002, soit 62 803 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 4 080 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter qu'un montant de 855 millions de dollars est inclus dans la dette directe consolidée et représente des emprunts réalisés par anticipation en 2001-2002 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 2002-2003.

Le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 832 millions de dollars au 31 mars 2002. Il est composé d'une somme de 48 157 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite duquel on soustrait la valeur du FARR de 9 325 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale devrait donc s'établir à 104 860 millions de dollars.

TABLEAU 2.10

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2002 (en millions de dollars)

	Dette directe consolidée			Passif au titre des régimes de retraite	Dette totale
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total		
Dette prévue au 31 mars 2002	62 803	4 080	66 883	48 157	115 040
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	– 9 325	– 9 325
Sous-total	62 803	4 080	66 883	38 832	105 715
Emprunts effectués par anticipation	– 855	—	– 855	—	– 855
Total	61 948	4 080	66 028	38 832	104 860

Structure de la dette totale du gouvernement

Le tableau suivant présente le niveau prévu de la dette au 31 mars 2002 réparti par devises en utilisant la structure observée au 30 septembre 2001. Sur cette base, 75,9 % de la dette directe consolidée est libellée en dollars canadiens et 24,1 % en devises étrangères. Si l'on considère également le passif net au titre des régimes de retraite, dont la totalité des engagements sont en dollars canadiens, la proportion de la dette totale en dollars canadiens s'établit à 84,8 %.

TABLEAU 2.11

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2002 INCLUANT L'EFFET DES TRANSACTIONS D'ÉCHANGE DE DEVISES (en millions de dollars)

Devises	Dette directe consolidée					Passif net au titre des régimes de retraite	Dette totale	(%)
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾	(%)	Organismes consolidés	Total	(%)			
Dollar canadien	46 818	74,5	3 960	50 778	75,9	38 832	89 610	84,8
Yen	9 456	15,1	—	9 456	14,1	—	9 456	8,9
Dollar américain	6 529	10,4	120	6 649	10,0	—	6 649	6,3
Sous-total	62 803	100,0	4 080	66 883	100,0	38 832	105 715	100,0
Emprunts effectués par anticipation	– 855		—	– 855		—	– 855	
Total	61 948		4 080	66 028		38 832	104 860	

(1) La répartition de la dette par devises reflète celle observée au 30 septembre 2001.

Structure de la dette directe du Fonds consolidé du revenu

La part de la dette directe du Fonds consolidé du revenu en dollars canadiens est de 74,5 % et celle en devises étrangères de 25,5 %. Par ailleurs, la part à taux fixe est de 67,8 %, alors que la part à taux variable est de 32,2 %.

Passif net au titre des régimes de retraite

Le passif net au titre des régimes de retraite constitue la valeur comptabilisée des engagements pris par le gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic dont on soustrait la valeur du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR). Au 31 mars 2002, le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 832 millions de dollars.

Évolution de la dette directe et du FARR

Pour analyser l'évolution des composantes de la dette directe du Fonds consolidé du revenu d'un exercice à l'autre, il est important d'exclure l'impact du FARR.

Ainsi, comme le montre le tableau qui suit, la dette directe du Fonds consolidé du revenu devrait augmenter de 2 010 millions de dollars entre les 31 mars 2001 et 2002 (après correction pour tenir compte des emprunts réalisés par anticipation). Cependant, cette hausse est due essentiellement au fait que des dépôts importants auront été effectués au FARR en 2001-2002. En effet, en retranchant de la dette directe du Fonds consolidé du revenu la valeur du FARR au 31 mars de chacun des exercices, on constate qu'en l'absence du FARR, la dette directe du Fonds consolidé du revenu aurait diminué de 256 millions de dollars, alors que le passif au titre des régimes de retraite aurait augmenté de 1 987 millions de dollars en 2001-2002.

TABLEAU 2.12

IMPACT DU FARR SUR LA DETTE DIRECTE ET LE PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2001	2002 ⁽²⁾	Variations
Dette directe (incluant le FARR et les emprunts effectués par anticipation)	61 413	62 803	1 390
Emprunts effectués par anticipation	- 1 475	- 855	620
Dette directe (incluant le FARR)	59 938	61 948	2 010
Solde du FARR	- 7 059	- 9 325	- 2 266
Dette directe (excluant le FARR)	52 879	52 623	- 256
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 832	- 279
Solde du FARR	7 059	9 325	2 266
Passif au titre des régimes de retraite	46 170	48 157	1 987
Dette totale	99 049	100 780	1 731

(1) Excluant la dette des organismes consolidés.

(2) Prévisions révisées.

Données historiques et prévisions révisées

TABLEAU 2.13

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES⁽¹⁾ (en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298
Transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660
Total des revenus	46 695	47 399	51 017	49 958
Dépenses d'opérations	- 39 382	- 39 997	- 41 959	- 43 506
Service de la dette	- 7 187	- 7 372	- 7 606	- 7 402
Total des dépenses	- 46 569	- 47 369	- 49 565	- 50 908
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	—	—	- 950	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer de nouvelles dépenses	—	—	—	280
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	—	670
Surplus budgétaire après réserve	126	30	502	—
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 402	- 2 022	- 1 632	- 1 317
Immobilisations	- 217	- 359	- 473	- 691
Régimes de retraite	1 020	1 740	1 793	1 987
Autres comptes	996	1 328	- 706	- 686
Excédents (besoins) non budgétaires	397	687	- 1 018	- 707
Surplus (besoins) financiers nets	523	717	- 516	- 707
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 1 983	2 246	- 473	941
Variation de la dette directe ⁽²⁾	2 490	- 132	3 008	2 032
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 1 030	- 2 831	- 2 019	- 2 266
Total du financement des opérations	- 523	- 717	516	707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002.

- (1) Résultats réels pour les années financières 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001, et prévisions révisées pour l'année financière 2001-2002.
- (2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.14

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Revenus autonomes				
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	15 356	16 029	17 068	15 559
Cotisations au Fonds des services de santé	4 117	4 291	4 488	4 396
Impôts des sociétés ⁽¹⁾	3 406	3 643	4 217	3 817
	22 879	23 963	25 773	23 772
Taxes à la consommation				
Ventes	6 426	6 761	7 374	7 663
Carburants	1 559	1 560	1 536	1 544
Tabac	523	498	483	638
	8 508	8 819	9 393	9 845
Droits et permis				
Véhicules automobiles	664	667	646	649
Boissons alcooliques	135	139	146	148
Ressources naturelles ⁽²⁾	242	354	265	204
Autres	168	182	180	164
	1 209	1 342	1 237	1 165
Revenus divers				
Ventes de biens et services	450	422	406	413
Intérêts	346	363	390	391
Amendes, confiscations et recouvrements	402	345	310	343
	1 198	1 130	1 106	1 147
Revenus provenant des entreprises du gouvernement				
Société des alcools du Québec	408	442	471	480
Loto-Québec	1 167	1 289	1 358	1 307
Hydro-Québec	754	1 090	1 160	970
Autres	802	1 122	507	- 50
	3 131	3 943	3 496	2 707
Organismes consolidés	1 680	1 850	1 851	1 662
Total des revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298
Transferts fédéraux				
Programmes				
Péréquation	5 385	4 387	5 650	5 777
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 697	1 120	1 597	2 915
Contributions aux programmes de bien-être	—	11	—	—
Autres transferts liés aux accords fiscaux	60	11	30	15
Autres programmes	690	553	634	531
Organismes consolidés	258	270	250	422
Total des transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660
Total des revenus budgétaires	46 695	47 399	51 017	49 958

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité à compter de 2000-2001.

(2) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

TABLEAU 2.15

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ⁽¹⁾
Dépenses d'opérations				
Assemblée nationale	74	74	80	84
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	94	41	42	46
Affaires municipales et Métropole	996	1 099	1 346	1 446
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	550	531	729	628
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	412	372	435	590 ⁽²⁾
Conseil exécutif	44	179	61	71
Culture et Communications	524	496	541	485
Education	9 580	9 825	10 130	10 635
Emploi et Solidarité sociale	4 158	4 064	4 089	3 944
Environnement	190	271	244	194
Famille, Enfance et Condition féminine	1 470	1 497	1 524	1 678
Faune et Parcs	111	80	148	114
Finances (excluant le service de la dette)	354	303	419	571 ⁽²⁾
Industrie et Commerce	130	155	277	151
Justice	486	459	468	472
Recherche, Science et Technologie	258	299	246	221
Régions	135	152	126	194
Relations avec les citoyens et Immigration	147	142	179	202
Relations internationales	88	98	104	107
Ressources naturelles	369	485	363	314
Revenu	845	721	640	685
Santé et Services sociaux	14 596	14 828	16 104	16 847
Sécurité publique	703	701	744	752
Tourisme, Loisir et Sport	121	173	151	147
Transports	1 507	1 578	1 507	1 557
Travail	72	81	79	74
Dépenses de programmes	38 014	38 704	40 776	42 209
Organismes consolidés	1 368	1 293	1 183	1 297
Total des dépenses d'opérations	39 382	39 997	41 959	43 506
Service de la dette				
Fonds consolidé du revenu	6 574	6 751	6 972	6 735
Organismes consolidés	613	621	634	667
Total du service de la dette	7 187	7 372	7 606	7 402
Total des dépenses budgétaires	46 569	47 369	49 565	50 908

(1) Incluant des réaménagements budgétaires pour refléter l'impact de certaines mesures annoncées au Discours sur le budget du 29 mars 2001 dont le financement avait été initialement pourvu au Fonds de suppléance administré par le Conseil du trésor.

(2) Les prévisions révisées pour 2001-2002 contiennent des provisions qui permettront des transferts de crédits à divers ministères et organismes au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 2002.

TABLEAU 2.16

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Placements, prêts et avances				
Fonds consolidé du revenu				
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT				
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :				
Société générale de financement du Québec	- 40	- 150	- 350	- 750
Société Innovatech du Grand Montréal	- 101	- 35	- 42	- 38
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	- 31	- 9	- 11	- 29
Société Innovatech Sud du Québec	- 7	- 4	- 6	- 16
Société Innovatech Régions ressources	—	- 8	- 13	- 15
Autres	- 5	- 1	- 3	- 27
	- 184	- 207	- 425	- 875
 VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	 - 1 282	 - 1 798	 - 1 157	 - 346
PRÊTS ET AVANCES :				
Société générale de financement du Québec	—	14	—	—
Société Innovatech du Grand Montréal	62	—	—	—
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	21	—	—	—
Société Innovatech Sud du Québec	3	—	—	—
Autres	—	10	—	- 2
	86	24	—	- 2
 Total des entreprises du gouvernement	 - 1 380	 - 1 981	 - 1 582	 - 1 223
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	- 119	- 53	- 20	- 40
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	3	6	1	2
	- 1 496	- 2 028	- 1 601	- 1 261
Organismes consolidés	94	6	- 31	- 56
Total des placements, prêts et avances	- 1 402	- 2 022	- 1 632	- 1 317
 Immobilisations				
Fonds consolidé du revenu				
Investissements nets	- 69	- 85	- 144	- 184
Amortissement	372	354	334	334
	303	269	190	150
Organismes consolidés	- 520	- 628	- 663	- 841
Total des immobilisations	- 217	- 359	- 473	- 691

TABLEAU 2.16 (SUITE)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Régimes de retraite				
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT				
Participation du gouvernement à titre d'employeur:				
RREGOP:				
Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	693	754	990	1 136
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	66	77	66	66
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime	—	44	—	—
Autres régimes:				
Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	147	140	166	163
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	—	62	26	20
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes	24	—	—	51
Total de la participation du gouvernement	930	1 077	1 248	1 436
Cotisations des employeurs autonomes	8	24	—	8
Cotisations des participants	206	124	106	78
Total des cotisations	214	148	106	86
Prestations, remboursements et frais d'administration	- 2 624	- 2 336	- 2 567	- 2 768
Intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite imputés au service de la dette ⁽²⁾	2 500	2 851	3 006	3 233
Total des régimes de retraite	1 020	1 740	1 793	1 987
Autres comptes				
Fonds consolidé du revenu	909	1 021	- 565	- 756
Organismes consolidés	87	307	- 141	70
Total des autres comptes	996	1 328	- 706	- 686
Total des opérations non budgétaires	397	687	- 1 018	- 707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.17

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Variation de l'encaisse				
Fonds consolidé du revenu	- 2 831	2 325	- 969	622
Organismes consolidés	848	- 79	496	319
Total de la variation de l'encaisse	- 1 983	2 246	- 473	941
Variation de la dette directe				
Fonds consolidé du revenu				
Nouveaux emprunts	9 355	5 189	7 569	6 246
Remboursements d'emprunts	- 6 399	- 5 509	- 4 616	- 4 602
	2 956	- 320	2 953	1 644
Organismes consolidés				
Nouveaux emprunts	296	891	1 025	1 128
Remboursements d'emprunts	- 762	- 703	- 970	- 740
	- 466	188	55	388
Total de la variation de la dette directe	2 490	- 132	3 008	2 032
Fonds d'amortissement des régimes de retraite⁽¹⁾	- 1 030	- 2 831	- 2 019	- 2 266
Total du financement des opérations	- 523	- 717	516	707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.18

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
1 158	743 \$US ⁽⁵⁾	5,50	11 avril	2006-04-11	99,763	5,555
625	50 000 ¥	1,60	9 mai	2013-05-09	99,138	1,679
372	—	6,25	4 juin	2032-06-01	93,111	6,785
1 944	1 500 □	5,63 ⁽⁶⁾	21 juin	2011-06-21	99,440	5,700
516	—	6,50	31 juillet	2005-12-01	103,149	5,668
509	—	6,25	31 août	2010-12-01	101,872	5,982
28 ⁽⁷⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
310 ⁽⁸⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
25 ⁽⁹⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
209 ⁽¹⁰⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
4 ⁽¹¹⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
50 ⁽¹²⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
3 ⁽¹³⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
5 753						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) L'emprunt original totalise 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

(6) Les intérêts sont payables annuellement.

(7) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.

(8) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

(9) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(10) Produits d'épargne émis par Placements Québec.

(11) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

(12) Emprunts effectués dans le cadre du programme immigrants-investisseurs.

(13) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LES ORGANISMES CONSOLIDÉS⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
400 ⁽⁵⁾	—	5,67	11 avril	2006-04-11	100,000	5,673
160 ⁽⁶⁾	—	6,25	26 septembre	2010-12-01	102,031	5,958
10 ⁽⁶⁾	—	6,50	26 septembre	2005-12-01	106,513	4,761
147 ⁽⁶⁾	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
119 ⁽⁶⁾	—	6,25	16 octobre	2010-12-01	102,098	5,948
836						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Montant provenant de l'emprunt de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens) effectué par le Fonds consolidé du revenu.

(6) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Tableau 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LES ORGANISMES NON CONSOLIDÉS⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
24 ⁽⁵⁾	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
2 ⁽⁵⁾	—	6,25	16 octobre	2010-12-01	102,098	5,948
26						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 PAR FINANCEMENT-QUÉBEC⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
49	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,613	5,977
10	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,765	5,952
35	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,916	5,927
5	—	5,75	10 avril	2008-12-01	99,067	5,902
5	—	5,75	12 avril	2008-12-01	99,014	5,911
513	—	6,30	14 mai	2006-06-01	102,540	5,713
617						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

TABLEAU 2.22

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001 PAR HYDRO-QUÉBEC⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
518	—	6,50	19 janvier	2011-02-15	103,542	6,025
1 149 ⁽⁵⁾	750 \$US	6,30	11 mai	2011-05-11	99,831	6,323
1 405 ⁽⁶⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
3 072						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Emprunt sur le marché mondial.

(6) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalant à 1 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 19 octobre 2001.

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Équilibre budgétaire maintenu malgré un ralentissement de
l'économie plus important que prévu 3

La situation financière du gouvernement..... 5

Les revenus du gouvernement..... 8

Les dépenses du gouvernement 16

Annexes

3.1 Informations additionnelles sur les revenus budgétaires
prévus pour 2002-2003 19

3.2 Informations additionnelles sur la situation financière du
gouvernement 25

Cette section du plan budgétaire 2002-2003 présente les orientations budgétaires et financières poursuivies par le gouvernement du Québec. Les prévisions de revenus, de dépenses, de solde budgétaire et de besoins ou surplus financiers nets, tiennent compte des hypothèses économiques retenues et des politiques fiscales et budgétaires annoncées dans le présent Discours sur le budget.

Équilibre budgétaire maintenu malgré un ralentissement de l'économie plus important que prévu

L'équilibre budgétaire sera maintenu en 2001-2002 après utilisation de la réserve budgétaire de 950 millions de dollars constituée en 2000-2001. De ce montant, 280 millions de dollars serviront à financer de nouvelles dépenses et 670 millions de dollars seront utilisés pour maintenir l'équilibre budgétaire. Le projet de loi sur la réserve budgétaire sera ainsi amendé afin de permettre cette utilisation. L'équilibre budgétaire sera aussi maintenu en 2002-2003, tel que le prescrit la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire*.

TABLEAU 3.1

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES⁽¹⁾ (en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Opérations budgétaires					
Revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298	42 691
Transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660	9 247
Total des revenus	46 695	47 399	51 017	49 958	51 938
Dépenses d'opérations	- 39 382	- 39 997	- 41 959	- 43 506	- 44 582
Service de la dette	- 7 187	- 7 372	- 7 606	- 7 402	- 7 356
Total des dépenses	- 46 569	- 47 369	- 49 565	- 50 908	- 51 938
Réserve budgétaire					
Sommes affectées à la réserve	—	—	- 950	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve					
– Pour financer de nouvelles dépenses	—	—	—	280	—
– Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	—	670	—
Surplus budgétaire après réserve	126	30	502	0	0
Surplus (besoins) financiers nets					
Fonds consolidé du revenu	905	826	35	0	500
Organismes consolidés	- 382	- 109	- 551	- 707	- 1 145
Total	523	717	- 516	- 707	- 645

N.B. Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

P : Prévisions.

(1) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 2001-2002.

Le dernier Discours sur le budget prévoyait un certain ralentissement de l'économie québécoise en 2001-2002 et 2002-2003. Le ralentissement plus important que prévu, accentué par les événements du 11 septembre 2001, a amené une révision à la baisse des prévisions de croissance économique et, par conséquent, des revenus du gouvernement. Les prévisions de revenus sont revues à la baisse de 1,8 milliard de dollars pour les années 2001-2002 et 2002-2003. Par contre, la réduction importante des taux d'intérêt amène une révision à la baisse des dépenses prévues au titre du service de la dette de plus de 900 millions de dollars pour ces mêmes années.

L'équilibre budgétaire sera toutefois maintenu, car l'impact net de ces révisions, soit environ 900 millions de dollars, sera compensé par deux instruments :

- l'utilisation du solde de la réserve budgétaire non réservé pour des dépenses, soit 670 millions de dollars;
- un programme spécial de récupération fiscale et une hausse de la taxe sur le tabac.

Par ailleurs, afin d'agir rapidement sur l'économie, le présent Discours sur le budget annonce la mise en œuvre d'un plan d'action qui s'autofinancera. Bien que le plan d'action permette d'injecter plus de 3 milliards de dollars dans l'économie, son coût brut se limite à 641 millions de dollars pour les années 2001-2002 et 2002-2003; il en est ainsi parce que le plan est composé principalement d'investissements dont les coûts seront étalés sur plusieurs années. Ce coût brut du plan d'action sera compensé par des rentrées fiscales additionnelles de 306 millions de dollars dont bénéficiera le gouvernement en raison des retombées économiques du plan d'action, et par une réallocation de dépenses de 281 millions de dollars, ce qui correspond au coût des nouvelles initiatives de dépenses comprises dans le plan d'action.

Enfin, les besoins financiers nets totaux seront de 707 millions de dollars en 2001-2002 et de 645 millions de dollars en 2002-2003.

En ce qui a trait au Fonds consolidé du revenu, aucun besoin financier net n'est prévu pour l'exercice 2001-2002. Pour 2002-2003, des surplus financiers nets de 500 millions de dollars sont anticipés.

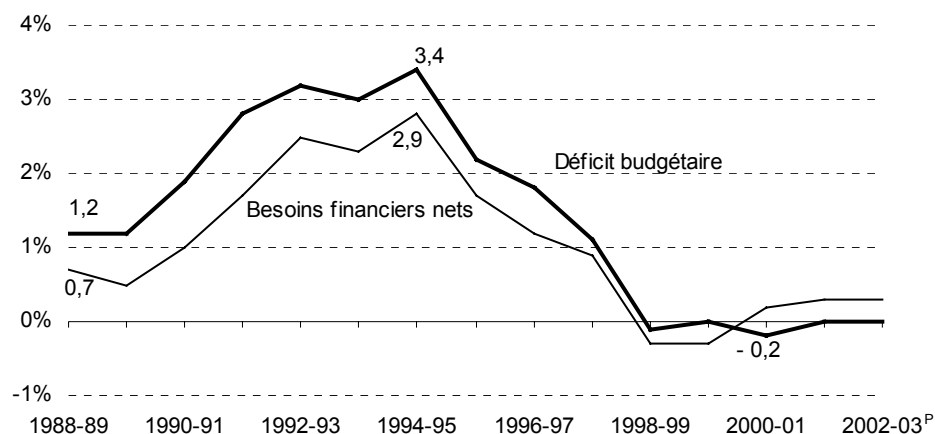
Les besoins financiers nets des organismes consolidés seront cependant de 707 millions de dollars en 2001-2002 et de 1 145 millions de dollars en 2002-2003. Ces besoins résultent, en majeure partie, de l'accélération d'investissements en immobilisations, notamment pour le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

La situation financière du gouvernement

Au cours des dernières années, la situation financière du gouvernement s'est améliorée considérablement. Le déficit budgétaire représentait 3,4 % du produit intérieur brut en 1994-1995. Il a été progressivement éliminé par la suite, pour se transformer en surplus depuis 1998-1999. Le gouvernement entend maintenir l'équilibre budgétaire en 2001-2002 et 2002-2003.

GRAPHIQUE 3.1

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET BESOINS FINANCIERS NETS (en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Une baisse continue du taux d'endettement

La dette représentant les déficits cumulés est l'indicateur utilisé par le gouvernement pour faire état de l'évolution de sa situation financière. Cette dette totalisait, au 31 mars 2001, 81 691 millions de dollars. Elle demeurera stable sur l'horizon de prévision.

TABLEAU 3.2

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS (en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Solde de début d'exercice	82 193⁽¹⁾	81 691	81 691
Moins :			
<i>Surplus budgétaire après réserve</i>	<i>502</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Solde de fin d'exercice	81 691	81 691	81 691

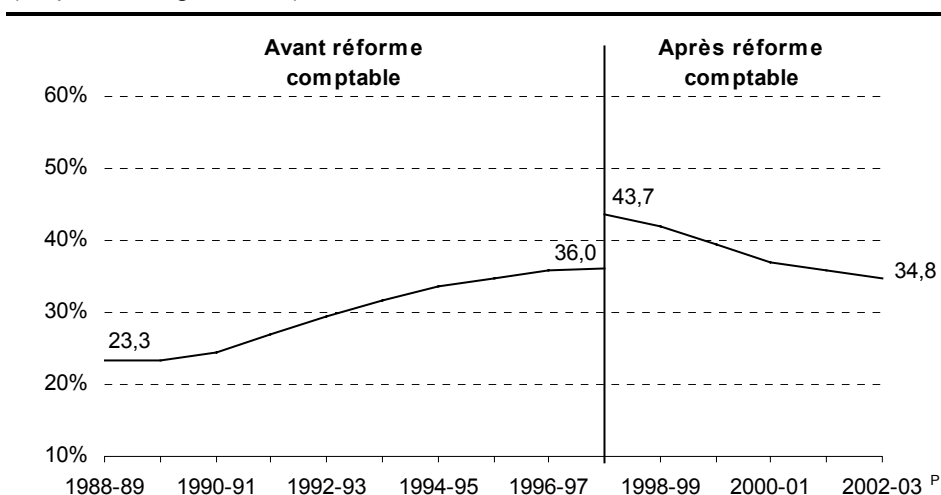
P : Prévisions.

(1) Solde de fin d'exercice 1999-2000 tel qu'apparaissant aux Comptes publics 1999-2000.

L'élimination du déficit depuis 1998-1999 a entraîné une baisse du taux d'endettement du gouvernement. Ainsi, la dette (déficits cumulés) a vu son importance diminuer par rapport au PIB pour se situer à 34,8 % au 31 mars 2003, une baisse de plus de 20 % en cinq ans.

GRAPHIQUE 3.2

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS (en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

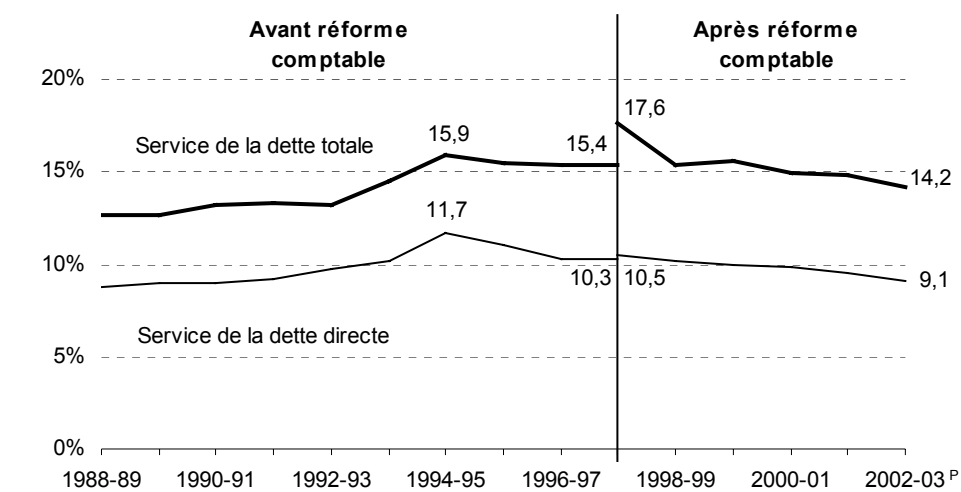
Les intérêts sur la dette représentent une part de plus en plus faible des revenus du gouvernement

La part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés continuera de diminuer pour se situer à 9,1 % en 2002-2003.

En ce qui a trait à la part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette totale, qui comprend les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et le service de la dette des organismes consolidés, elle était de 17,6 % en 1997-1998, alors qu'elle devrait s'établir à 14,2 % en 2002-2003.

GRAPHIQUE 3.3

SERVICE DE LA DETTE (en pourcentage des revenus budgétaires)



P : Prévisions.

Les revenus du gouvernement

Les revenus budgétaires

Les revenus budgétaires du gouvernement devraient totaliser 51 938 millions de dollars en 2002-2003, soit 42 691 millions de dollars au chapitre des revenus autonomes et 9 247 millions de dollars au titre des transferts fédéraux. Après avoir enregistré une baisse de 2,1 % en 2001-2002, les revenus budgétaires devraient augmenter de 4 % en 2002-2003.

TABLEAU 3.3

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES (en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298	42 691
Variation en %	7,7	6,3	4,4	- 6,0	5,9
Transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660	9 247
Variation en %	35,1	- 21,5	28,5	18,4	- 4,3
Revenus budgétaires	46 695	47 399	51 017	49 958	51 938
Variation en %	11,6	1,5	7,6	- 2,1	4,0
Taux de croissance du PIB nominal en % ⁽¹⁾	4,0	5,9	6,2	3,3	3,0
Taux d'inflation au Canada en % ⁽¹⁾	1,0	1,7	2,7	2,9	1,9

P : Prévisions.

(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

Les revenus autonomes

En 2001-2002, les revenus autonomes devraient diminuer de 6 % par rapport à l'année précédente, les baisses les plus soutenues étant enregistrées à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt des sociétés et aux revenus des entreprises du gouvernement. En 2002-2003, les revenus autonomes devraient connaître une croissance de 5,9 %.

TABLEAU 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE (en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Impôt sur le revenu des particuliers	17 068	15 559	15 656
Variation en %	6,5	- 8,8	0,6
Fonds des services de santé	4 488	4 396	4 538
Variation en %	4,6	- 2,0	3,2
Impôts des sociétés	4 217	3 817	4 757
Variation en %	15,8	- 9,5	24,6
Taxes à la consommation	9 393	9 845	10 320
Variation en %	6,5	4,8	4,8
Autres revenus	2 343	2 312	2 340
Variation en %	-5,2	- 1,3	1,2
Sous-total excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	37 509	35 929	37 611
Variation en %	6,4	- 4,2	4,7
Entreprises du gouvernement	3 496	2 707	3 297
Variation en %	- 11,3	- 22,6	21,8
Organismes consolidés	1 851	1 662	1 783
Variation en %	0,1	- 10,2	7,3
Revenus autonomes	42 856	40 298	42 691
Variation en %	4,4	- 6,0	5,9
Taux de croissance du PIB nominal en % ⁽¹⁾	6,2	3,3	3,0

P : Prévisions.

(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

En ce qui concerne l'évolution des revenus par source :

- l'impôt sur le revenu des particuliers, la plus importante source de revenus du gouvernement⁽¹⁾, devrait diminuer de 8,8 % en 2001-2002 pour s'établir à 15,6 milliards de dollars. Au cours de cet exercice financier, la progression des rentrées fiscales découlant de la croissance des revenus assujettis à l'impôt sera plus que compensée par l'impact des mesures annoncées dans ce budget ainsi que celui des baisses d'impôt annoncées lors des budgets précédents. En 2002-2003, les revenus augmenteront de seulement 0,6 % en raison de l'impact croissant des baisses d'impôt annoncées;
- les cotisations au Fonds des services de santé devraient s'établir à 4,4 milliards de dollars en 2001-2002, soit un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente. En effet, la hausse occasionnée par la croissance des salaires et traitements est entièrement compensée par les impacts du congé fiscal accordé dans le précédent budget aux entreprises manufacturières des régions ressources, ainsi que par la réduction du taux de cotisation des petites et moyennes entreprises en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Cette réduction est la dernière étape de la baisse progressive qui a été introduite dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises annoncée lors du Budget 1998-1999. En 2002-2003, l'augmentation de 3,2 % des cotisations au Fonds des services de santé est équivalente à la croissance prévue des salaires et traitements;
- la diminution de 9,5 % des revenus attendus aux impôts des sociétés en 2001-2002 découle de la faible croissance prévue des bénéfices des sociétés et, surtout, de la mesure prise pour améliorer de 525 millions de dollars les liquidités des petites et moyennes entreprises. En effet, celles-ci pourront reporter de six mois les acomptes provisionnels d'impôt et taxes qu'elles devaient verser en octobre, novembre et décembre 2001. La croissance prévue de 24,6 % en 2002-2003 s'explique également par ce report;
- les revenus des taxes à la consommation devraient afficher une hausse de 4,8 % en 2001-2002, ce qui reflète notamment la hausse des taxes sur le tabac qui a pris effet le 5 avril dernier et celle annoncée dans le présent budget. La croissance prévue de 4,8 % en 2002-2003 est comparable à celle de la consommation des ménages lorsqu'on tient compte du plein impact de la hausse additionnelle de la taxe sur le tabac;
- les revenus en provenance des entreprises du gouvernement devraient croître de 21,8 % en 2002-2003 en raison de l'amélioration de la situation financière de l'ensemble des sociétés d'État.

(1) L'annexe 3.1 présente notamment la répartition des revenus autonomes du gouvernement pour les principales sources depuis 1970-1971.

Lien entre l'évolution des revenus autonomes et la croissance de l'économie

Globalement, la croissance prévue des revenus autonomes devrait être similaire à celle de l'économie en terme nominal. En effet, une fois pris en compte l'impact financier des mesures fiscales et de certains revenus exceptionnels, le taux de croissance des revenus autonomes pour les années financières 2001-2002 et 2002-2003 devrait s'établir à 3,4 % en moyenne, comparativement à une hausse de 3,2 % pour le produit intérieur brut.

TABLEAU 3.5

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES SUR BASE COMPARABLE (en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Revenus excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	37 509	35 929	37 611
Variation en %		- 4,2	4,7
Moins:			
Mesures du Budget 2002-2003 ⁽¹⁾ :			
☐ Mesures fiscales	—	- 264	- 96
☐ Mesures de financement	—	30	225
☐ Report des acomptes provisionnels des PME	—	- 525	525
Mesures des budgets précédents :			
☐ Baisses d'impôt des particuliers ⁽²⁾	- 1 052	- 2 867	- 3 765
☐ Autres mesures ⁽³⁾	- 615	- 880	- 933
Hausse de taxes sur le tabac d'avril 2001	—	105	105
Rétroactivité et équité salariale ⁽⁴⁾	300	100	—
Revenus sur base comparable	38 876	40 230	41 550
Variation en %		3,5	3,3
Produit intérieur brut en %		3,3	3,0
Élasticité⁽⁵⁾		1,06	1,09

P : Prévisions.

(1) Source : Discours sur le budget 2002-2003, *Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*.

(2) Allègements fiscaux accordés aux particuliers depuis le Budget 2000-2001.

Source : Discours sur le budget 2001-2002, *La réduction de l'impôt des particuliers*, Annexe 2.

(3) Source : Discours sur le budget 1998-1999 à 2001-2002, *Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*.

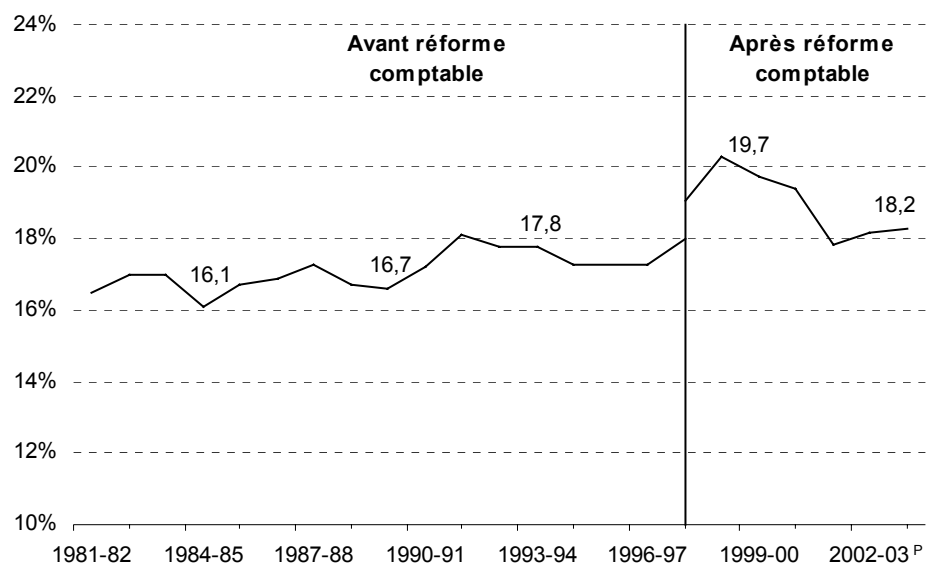
(4) Impact non récurrent des versements rétroactifs de salaires et d'équité de près de 1,1 milliard de dollars aux employés du gouvernement du Québec ainsi que des versements pour l'équité salariale aux employés fédéraux totalisant 875 millions de dollars.

(5) Élasticité entre la croissance des revenus sur base comparable et la croissance du produit intérieur brut. Une élasticité de 1,00 signifie qu'une augmentation de 1 % de ce dernier entraîne une hausse de 1 % des revenus autonomes.

L'importance des revenus autonomes par rapport au produit intérieur brut s'est établie, en incluant les organismes consolidés, à un sommet de 19,7 % en 1999-2000. Compte tenu des baisses de fardeau fiscal annoncées lors de ce budget et des précédents, ce ratio devrait diminuer à 18,2 % en 2002-2003.

GRAPHIQUE 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES (en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Les transferts fédéraux

Après avoir connu une hausse de 18,4 % en 2001-2002, en raison notamment de l'encaissement de 1 004 millions de dollars en provenance des fiducies du TCSPS, les transferts fédéraux ralentiront de 4,3 % en 2002-2003. Les sommes versées pour le TCSPS diminueront en 2002-2003 de manière importante, en raison de l'expiration de deux des trois fiducies du TCSPS qui vient plus que compenser l'impact des annonces fédérales de septembre 2000.

Quant aux organismes consolidés, on s'attend à une hausse de plus de 170 millions de dollars en 2001-2002, qui devrait se résorber légèrement par la suite. Cette évolution résulte essentiellement de la mise en place de la Financière agricole du Québec qui regroupe les activités de la Société de financement agricole ainsi que celles de la Régie des assurances agricoles du Québec. Les revenus de transferts fédéraux versés à cette dernière étaient auparavant exclus du périmètre comptable du gouvernement.

TABLEAU 3.6

ÉVOLUTION DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX (en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Fonds consolidé du revenu	6 082	7 911	9 238	8 879
Variation en %	- 22,3	30,1	16,8	- 3,9
Organismes consolidés	270	250	422	368
Total	6 352	8 161	9 660	9 247
Variation en %	- 21,5	28,5	18,4	- 4,3

P : Prévisions.

Fiducies du TCSPS

Depuis 1999, le gouvernement fédéral a mis en place trois fiducies au TCSPS. La dotation allouée au Québec dans ces trois fiducies totalise 1 675 millions de dollars.

Le plan financier du présent budget reconduit les encaissements prévus au budget du Québec de mars 2001.

Le gouvernement du Québec a encaissé 420 millions de dollars à l'égard des fiducies en 2000-2001. Tel que prévu lors du Budget 2001-2002, 1 004 millions de dollars seront encaissés en 2001-2002 et 251 millions de dollars en 2002-2003.

TABLEAU 3.7

ENCAISSEMENT DES SOMMES EN PROVENANCE DES FIDUCIES DU TCSPS

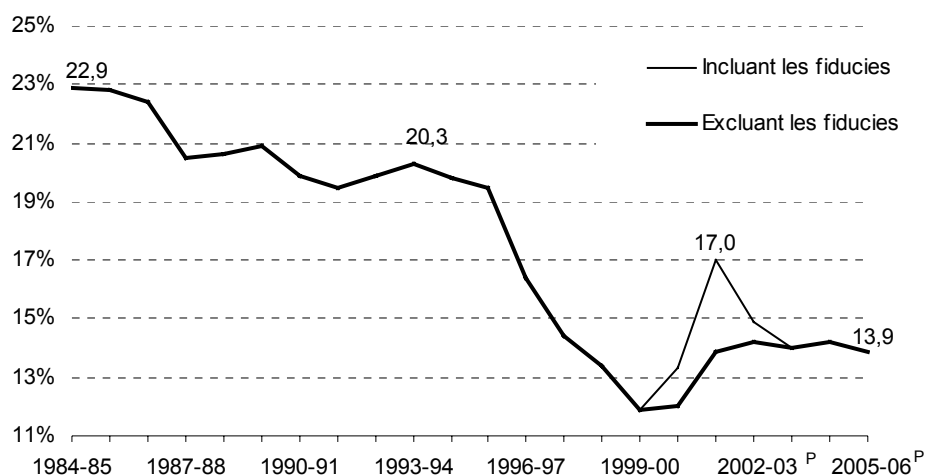
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Total
☐ Dotation 1999-2000	420	420	—	—	840
☐ Dotation 2000-2001	—	345	251	—	596
☐ Annonce fédérale de septembre 2000	—	239	—	—	239
Total	420	1 004	251	—	1 675

Il convient toutefois de rappeler que, malgré les fiducies et les réinvestissements fédéraux au TCSPS annoncés en septembre 2000, la contribution fédérale aux programmes de santé, d'éducation et de sécurité du revenu du Québec poursuivra sa tendance à la baisse observée depuis le début des années quatre-vingt. En effet, alors que le financement fédéral représentait 22,9 % des dépenses du Québec pour ces programmes au milieu des années quatre-vingt, celui-ci n'en représentera qu'à peine 13,9 % sur la période 2001-2002 à 2005-2006.

GRAPHIQUE 3.5

TRANSFERTS FÉDÉRAUX AU QUÉBEC AU TITRE DU TCSPS⁽¹⁾
(en pourcentage des dépenses sociales⁽²⁾ du Québec)



P : Prévisions.

(1) Incluant la valeur de l'abattement spécial du Québec.

(2) Dépenses en santé, en éducation et pour la sécurité du revenu.

Les dépenses du gouvernement

Les dépenses budgétaires du gouvernement devraient totaliser 51 938 millions de dollars en 2002-2003. Les dépenses d'opérations compteront pour 44 582 millions de dollars, alors que le service de la dette s'élèvera à 7 356 millions de dollars.

Les dépenses d'opérations tiennent compte des dépenses de programmes des ministères ainsi que des dépenses des organismes consolidés. De même, le service de la dette comprend le service de la dette du Fonds consolidé du revenu et celui des organismes consolidés.

TABLEAU 3.8

ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ^P	2002-2003 ^P
Dépenses d'opérations					
❑ Dépenses de programmes excluant l'utilisation de la réserve budgétaire	- 38 014	- 38 704	- 40 776	- 41 929	- 43 223
Variation en %	—	1,8	5,4	2,8	3,1
Nouvelles dépenses financées à même la réserve budgétaire	—	—	—	- 280	—
❑ Dépenses de programmes	- 38 014	- 38 704	- 40 776	- 42 209	- 43 223
Variation en %	—	1,8	5,4	3,5	2,4
❑ Organismes consolidés	- 1 368	- 1 293	- 1 183	- 1 297	- 1 359
Total des dépenses d'opérations	- 39 382	- 39 997	- 41 959	- 43 506	- 44 582
Variation en %	—	1,6	4,9	3,7	2,5
Service de la dette					
❑ Fonds consolidé du revenu	- 6 574	- 6 751	- 6 972	- 6 735	- 6 683
Variation en %	—	2,7	3,3	- 3,4	- 0,8
❑ Organismes consolidés	- 613	- 621	- 634	- 667	- 673
Total du service de la dette	- 7 187	- 7 372	- 7 606	- 7 402	- 7 356
Variation en %	—	2,6	3,2	- 2,7	- 0,6
Dépenses budgétaires	- 46 569	- 47 369	- 49 565	- 50 908	- 51 938
Variation en %	—	1,7	4,6	2,7	2,0
Taux de croissance du PIB nominal en % ⁽¹⁾	4,0	5,9	6,2	3,3	3,0
Taux d'inflation au Canada en % ⁽¹⁾	1,0	1,7	2,7	2,9	1,9

P : Prévisions.

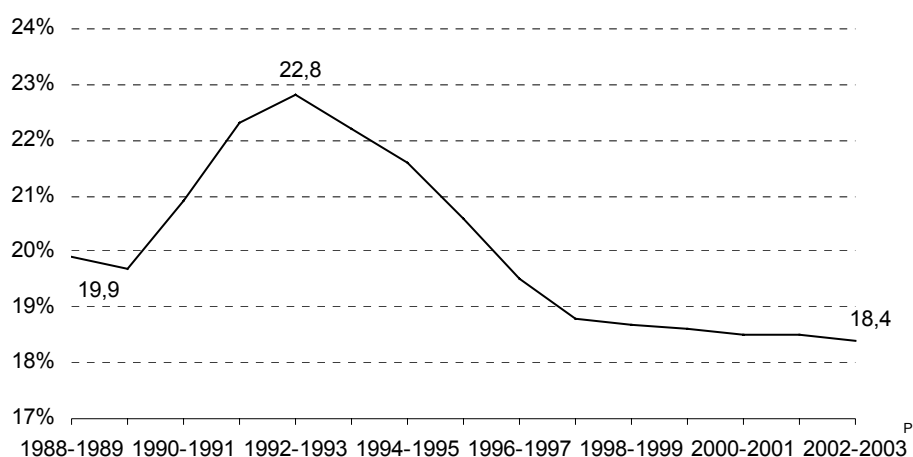
(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

Les dépenses de programmes montreront une croissance de 2,4 % en 2002-2003. Cette croissance est inférieure à celle du PIB nominal, ce qui est compatible avec les objectifs du gouvernement en ce qui a trait au maintien de l'équilibre budgétaire.

Le ratio des dépenses de programmes du gouvernement en proportion du PIB devrait continuer de diminuer pour s'établir à 18,4 % en 2002-2003, le plus bas niveau depuis au moins 30 ans.

GRAPHIQUE 3.6

DÉPENSES DE PROGRAMMES⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

(1) Excluant des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan consolidation et de restructuration financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et pour améliorer la situation financière des universités.

Section 3

Annexe 3.1

Informations additionnelles sur les revenus budgétaires prévus pour 2002-2003

Les revenus du gouvernement du Québec devraient totaliser 51 938 millions de dollars en 2002-2003. Ces revenus proviennent de deux sources : les revenus autonomes et les revenus de transferts fédéraux.

Les revenus autonomes représentent 82,2 % des revenus du gouvernement

En 2002-2003, les revenus autonomes du gouvernement du Québec devraient s'élever à 42 691 millions de dollars, soit 82,2 % des revenus budgétaires. Les revenus autonomes sont d'abord constitués des revenus fiscaux, composés essentiellement de l'impôt sur le revenu des particuliers, des impôts des sociétés et des taxes à la consommation. Ils comprennent également les revenus non fiscaux, comme les différents droits et permis (droits d'immatriculation, redevances forestières, permis de chasse et de pêche, etc.), les revenus divers (intérêts, recouvrements, ventes de biens et services, amendes, etc.) et les revenus des organismes consolidés. Enfin, ils incorporent les revenus provenant des entreprises du gouvernement, telles Hydro-Québec, Loto-Québec et la Société des alcools du Québec.

TABLEAU 3.1.1

REVENUS BUDGÉTAIRES PRÉVUS EN 2002-2003

	En millions de dollars	En %
Revenus autonomes	42 691	82,2
Transferts fédéraux	9 247	17,8
Total	51 938	100,0

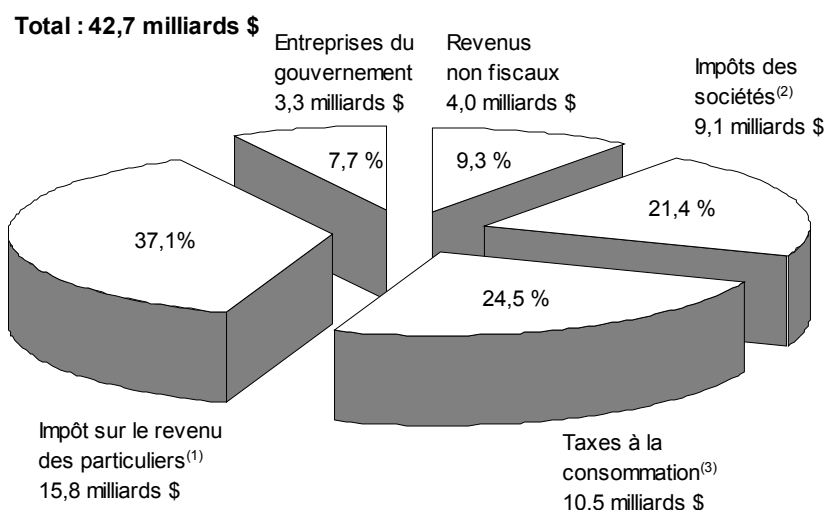
Les revenus fiscaux constituent l'essentiel des revenus autonomes

En 2002-2003, l'impôt sur le revenu des particuliers constituera la principale source de revenus autonomes (37,1 %), suivi des taxes à la consommation (24,5 %) et des impôts des sociétés (21,4 %). Ces trois sources, qui composent les revenus fiscaux, représentent 83 % de l'ensemble des revenus autonomes.

Pour le reste, les revenus autonomes seront constitués des revenus provenant des entreprises du gouvernement (7,7 %) et des revenus non fiscaux (9,3 %) qui incluent notamment la tarification des services gouvernementaux et les revenus des organismes consolidés.

GRAPHIQUE 3.1.1

RÉPARTITION DES REVENUS AUTONOMES PRÉVUS PAR SOURCE EN 2002-2003



(1) Incluant les cotisations des particuliers au Fonds des services de santé.

(2) Incluant les cotisations des sociétés au Fonds des services de santé.

(3) Incluant les droits sur les boissons alcooliques.

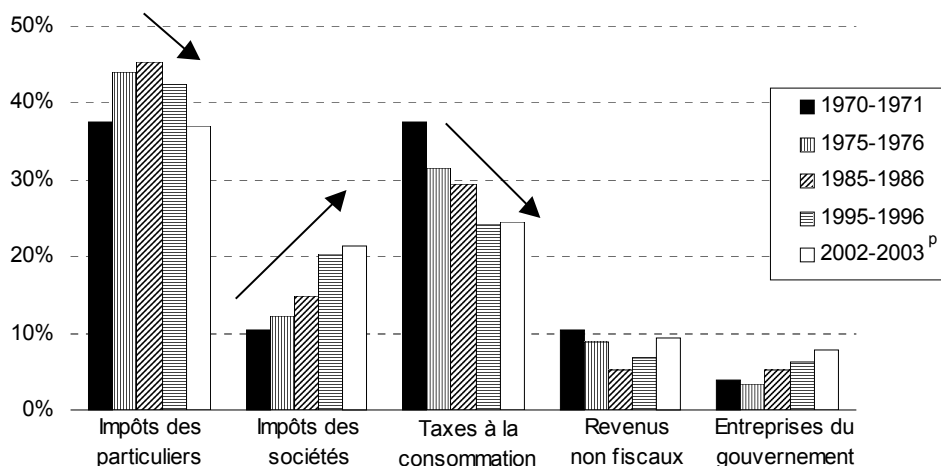
Des modifications importantes à la structure des revenus

La composition des revenus autonomes a été modifiée sensiblement au fil des ans. En effet, la part des impôts sur le revenu des particuliers a diminué au cours des deux dernières décennies. À l'opposé, la part des impôts des sociétés s'est accrue sensiblement; elle a doublé depuis 1970-1971. Par ailleurs, celle des taxes à la consommation a diminué de manière importante, passant de 37,6 % en 1970-1971 à 24,5 % en 2002-2003.

Quant aux revenus des entreprises du gouvernement et aux revenus non fiscaux, leur importance s'est accrue au cours des dernières années en raison notamment de l'amélioration de la rentabilité des sociétés d'État et d'une meilleure tarification des services gouvernementaux. De plus, l'ajout au périmètre comptable du gouvernement des revenus des organismes consolidés depuis 1997-1998 a contribué à augmenter de façon significative la part de ces sources de revenus dans le total des revenus autonomes.

GRAPHIQUE 3.1.2

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE (en pourcentage du total)



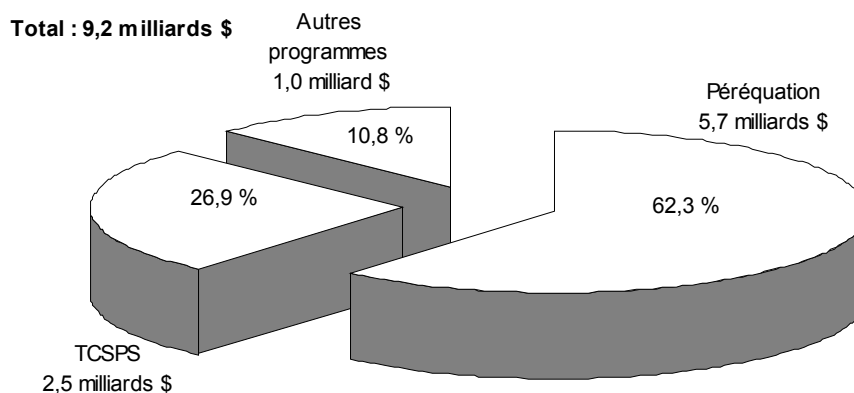
P : Prévisions.

La péréquation représente près des deux tiers des transferts fédéraux

Les revenus du gouvernement du Québec comprennent également les transferts fédéraux. En 2002-2003, ces transferts atteindront 9 247 millions de dollars, soit 17,8 % des revenus budgétaires. Les transferts fédéraux comprennent la péréquation, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et les revenus provenant de plusieurs ententes à frais partagés entre le Québec et le gouvernement fédéral.

GRAPHIQUE 3.1.3

RÉPARTITION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX PRÉVUS PAR SOURCE EN 2002-2003

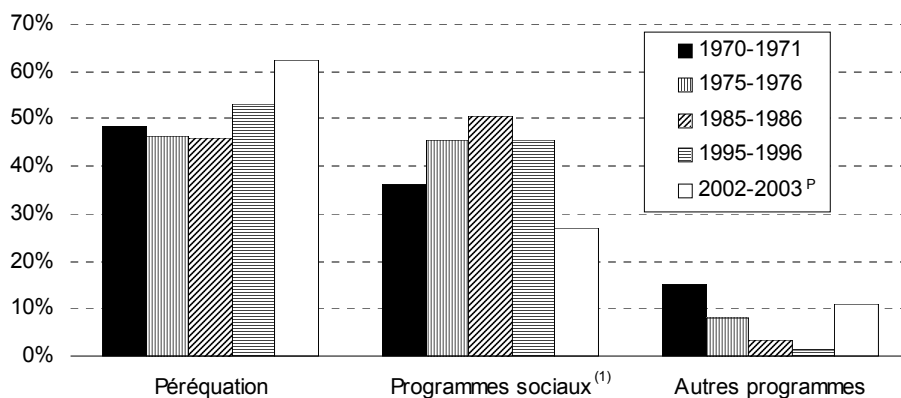


Baisse importante de la part des transferts fédéraux pour la santé, l'éducation et la sécurité du revenu

Tel que l'illustre le graphique suivant, la part des transferts financiers fédéraux pour la santé, l'éducation et la sécurité du revenu a subi une baisse importante depuis le début des années quatre-vingt. Cette baisse s'est accélérée récemment en raison de la mise en place du TCSPS en 1996-1997, qui fut accompagnée d'une diminution importante de la contribution fédérale au titre du financement des programmes sociaux.

GRAPHIQUE 3.1.4

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX PAR SOURCE (en pourcentage du total)



P : Prévisions.

(1) Transferts financiers seulement (excluant l'abattement spécial du Québec).

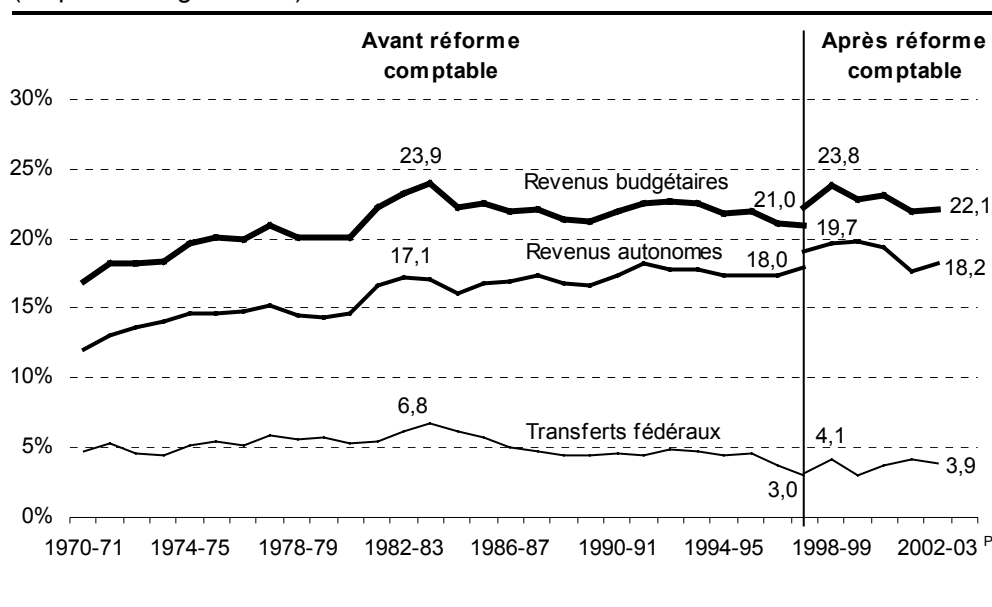
À la suite des baisses d'impôt, le ratio revenus budgétaires sur PIB sera réduit

Depuis le début des années quatre-vingt, les revenus budgétaires représentent une part relativement constante du PIB, bien que ce ratio ait augmenté à compter de 1997-1998 à la suite de l'inclusion de certains organismes au périmètre comptable du gouvernement.

Toutefois, compte tenu des mesures annoncées au présent budget ainsi qu'aux précédents, ce ratio devrait passer de 23,8 % en 1998-1999 à 22,1 % en 2002-2003.

GRAPHIQUE 3.1.5

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES (en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Section 3

Annexe 3.2

Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement

TABLEAU 3.2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	Opérations budgétaires						Surplus (déficit) après réserve
	Revenus autonomes	Transferts fédéraux	Revenus budgétaires	Dépenses d'opérations	Service de la dette	Dépenses budgétaires	Réserve budgétaire
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale							
1970-1971	2 747	1 095	3 842	- 3 790	- 197	- 3 987	- 145
1971-1972	3 183	1 294	4 477	- 4 622	- 210	- 4 832	- 355
1972-1973	3 743	1 262	5 005	- 5 110	- 242	- 5 352	- 347
1973-1974	4 368	1 377	5 745	- 6 116	- 288	- 6 404	- 659
1974-1975	5 364	1 872	7 236	- 7 382	- 296	- 7 678	- 442
1975-1976	6 105	2 224	8 329	- 8 912	- 368	- 9 280	- 951
1976-1977	7 126	2 523	9 649	- 10 369	- 456	- 10 825	- 1 176
1977-1978	8 006	3 090	11 096	- 11 194	- 606	- 11 800	- 704
1978-1979	8 527	3 271	11 798	- 12 479	- 817	- 13 296	- 1 498
1979-1980	9 464	3 757	13 221	- 14 651	- 970	- 15 621	- 2 400
1980-1981	10 763	3 899	14 662	- 16 761	- 1 382	- 18 143	- 3 481
1981-1982	13 460	4 479	17 939	- 18 610	- 1 950	- 20 560	- 2 621
1982-1983	14 725	5 178	19 903	- 20 066	- 2 300	- 22 366	- 2 463
1983-1984	15 738	6 235	21 973	- 21 626	- 2 511	- 24 137	- 2 164
1984-1985	16 182	6 247	22 429	- 23 290	- 3 012	- 26 302	- 3 873
1985-1986	18 102	6 190	24 292	- 24 411	- 3 354	- 27 765	- 3 473
1986-1987	19 885	5 839	25 724	- 25 140	- 3 556	- 28 696	- 2 972
1987-1988	22 334	6 131	28 465	- 27 186	- 3 675	- 30 861	- 2 396
1988-1989	23 737	6 403	30 140	- 28 042	- 3 802	- 31 844	- 1 704
1989-1990	24 812	6 693	31 505	- 29 254	- 4 015	- 33 269	- 1 764
1990-1991	26 592	6 992	33 584	- 32 122	- 4 437	- 36 559	- 2 975
1991-1992	28 287	6 766	35 053	- 34 688	- 4 666	- 39 354	- 4 301
1992-1993	28 198	7 782	35 980	- 36 254	- 4 756	- 41 010	- 5 030
1993-1994	28 855	7 780	36 635	- 36 242	- 5 316	- 41 558	- 4 923
1994-1995	29 499	7 510	37 009	- 36 949	- 5 881	- 42 830	- 5 821
1995-1996	30 692	8 142	38 834	- 36 747	- 6 034	- 42 781	- 3 947
1996-1997	31 221	6 719	37 940	- 35 297	- 5 855	- 41 152	- 3 212
Après réforme de la comptabilité gouvernementale							
1997-1998	35 842	5 989	41 831	- 36 645	- 7 343	- 43 988	- 2 157
1998-1999	38 605	8 090	46 695	- 39 382	- 7 187	- 46 569	126
1999-2000	41 047	6 352	47 399	- 39 997	- 7 372	- 47 369	30
2000-2001	42 856	8 161	51 017	- 41 959	- 7 606	- 49 565	- 950
2001-2002 ^P	40 298	9 660	49 958	- 43 506	- 7 402	- 50 908	950

P : Prévisions.

(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

Opérations non budgétaires					Surplus (besoins) financiers nets
Placements, prêts et avances	Immobilisations	Régimes de retraite	Autres comptes	Excédent (insuffisance)	
- 73		2	26	- 45	- 190
- 63		1	113	51	- 304
- 53		- 1	18	- 36	- 383
- 122		25	459	362	- 297
- 146		104	319	277	- 165
- 186		109	622	545	- 406
- 183		187	- 161	- 157	- 1 333
- 229		265	- 488	- 452	- 1 156
- 189		316	119	246	- 1 252
- 188		683	551	1 046	- 1 354
- 56		822	416	1 182	- 2 299
- 586		1 007	71	492	- 2 129
- 761		1 051	- 40	250	- 2 213
- 672		1 057	- 436	- 51	- 2 215
- 167		1 183	887	1 903	- 1 970
40		1 269	493	1 802	- 1 671
- 380		1 355	260	1 235	- 1 737
- 680		2 203	- 493	1 030	- 1 366
- 670		1 634	- 265	699	- 1 005
- 516		1 164	300	948	- 816
- 458		1 874	77	1 493	- 1 482
- 411		1 916	141	1 646	- 2 655
- 490		1 525	82	1 117	- 3 913
- 623		1 668	52	1 097	- 3 826
- 1 142		1 509	578	945	- 4 876
- 287		1 701	- 415	999	- 2 948
- 792		1 928	- 60	1 076	- 2 136
- 1 315	- 209	1 888	109	473	- 1 684
- 1 402	- 217	1 020	996	397	523
- 2 022	- 359	1 740	1 328	687	717
- 1 632	- 473	1 793	- 706	- 1 018	- 516
- 1 317	- 691	1 987	- 686	- 707	- 707

TABLEAU 3.2.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DETTE À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

	Dette totale					
	Dette directe ⁽¹⁾		Passif net au titre des régimes de retraite ⁽²⁾		Total	
	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	2 478	10,9			2 478	10,9
1971-1972	2 920	11,9			2 920	11,9
1972-1973	3 309	12,0			3 309	12,0
1973-1974	3 679	11,8			3 679	11,8
1974-1975	4 030	11,0	67	0,2	4 097	11,1
1975-1976	4 955	12,0	179	0,4	5 134	12,4
1976-1977	6 035	12,5	354	0,7	6 389	13,2
1977-1978	7 111	13,5	620	1,2	7 731	14,6
1978-1979	8 325	14,2	915	1,6	9 240	15,7
1979-1980	9 472	14,4	1 598	2,4	11 070	16,9
1980-1981	12 247	16,8	2 420	3,3	14 667	20,1
1981-1982	14 184	17,6	3 428	4,2	17 612	21,8
1982-1983	16 485	19,3	4 489	5,3	20 974	24,5
1983-1984	18 880	20,5	5 545	6,0	24 425	26,5
1984-1985	21 216	21,1	6 729	6,7	27 945	27,8
1985-1986	23 633	22,0	7 998	7,4	31 631	29,4
1986-1987	25 606	21,8	9 353	8,0	34 959	29,8
1987-1988	26 819	20,8	10 883	8,5	37 702	29,3
1988-1989	27 091	19,2	12 597	9,0	39 688	28,2
1989-1990	27 699	18,7	14 320	9,6	42 019	28,3
1990-1991	29 637	19,3	16 227	10,5	45 864	29,8
1991-1992	33 106	21,3	18 143	11,6	51 249	32,9
1992-1993	39 231	24,7	19 668	12,4	58 899	37,1
1993-1994	45 160	27,7	20 483	12,6	65 643	40,3
1994-1995	52 468	30,6	21 997	12,8	74 465	43,4
1995-1996	52 886	29,7	23 624	13,2	76 510	42,9
1996-1997	52 625	29,0	25 461	14,0	78 086	43,0
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	57 294	30,3	40 438	21,4	97 732	51,7
1998-1999	59 144 ⁽³⁾	30,1	40 428	20,6	99 572 ⁽³⁾	50,7
1999-2000	61 209 ⁽³⁾	29,4	39 337	18,9	100 546 ⁽³⁾	48,3
2000-2001	63 630 ⁽³⁾	28,8	39 111	17,7	102 741 ⁽³⁾	46,5
2001-2002 ^P	66 028 ⁽³⁾	28,9	38 832	17,0	104 860 ⁽³⁾	46,0

P : Prévisions.

- (1) Comprend les bons du trésor, les billets de trésorerie et la dette à long terme. À compter de 1976-1977, la dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 31 mars de l'année financière considérée.
- (2) Solde du passif au titre des régimes de retraite moins le montant accumulé dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.
- (3) Excluant des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et qui totaliseront 855 millions de dollars en 2001-2002. En incluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale atteint 102 403 millions de dollars en 1998-1999, 101 052 millions de dollars en 1999-2000, 104 216 millions de dollars en 2000-2001 et atteindra 105 715 millions de dollars en 2001-2002.

Avoirs financiers et autres éléments du passif		Dettes représentant					
		Dettes nettes		Immobilisations		Déficits cumulés ⁽⁵⁾	
		En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
188	0,8	2 290	10,1			2 290	10,1
275	1,1	2 645	10,8			2 645	10,8
317	1,2	2 992	10,9			2 992	10,9
28	0,1	3 651	11,7			3 651	11,7
4	0,0	4 093	11,1			4 093	11,1
90	0,2	5 044	12,2			5 044	12,2
36	0,1	6 353	13,2			6 353	13,2
673	1,3	7 058	13,4			7 058	13,4
780	1,3	8 460	14,4			8 460	14,4
234	0,4	10 836	16,5			10 836	16,5
341	0,5	14 326	19,6			14 326	19,6
5 043	6,2	12 569	15,6			12 569	15,6
5 936	6,9	15 038	17,6			15 038	17,6
7 127	7,7	17 298	18,8			17 298	18,8
6 490	6,5	21 455	21,3			21 455	21,3
5 896	5,5	25 735	23,9			25 735	23,9
6 243	5,3	28 716	24,5			28 716	24,5
6 587	5,1	31 115	24,2			31 115	24,2
6 869	4,9	32 819	23,3			32 819	23,3
7 436	5,0	34 583	23,3			34 583	23,3
8 306	5,4	37 558	24,4			37 558	24,4
9 364	6,0	41 885	26,9			41 885	26,9
11 985	7,5	46 914	29,5			46 914	29,5
13 806	8,5	51 837	31,8			51 837	31,8
16 788	9,8	57 677	33,9			57 677	33,9
14 886	8,4	61 624	34,6			61 624	34,6
13 253	7,3	64 833	35,7			64 833	35,7
9 233	4,9	88 499	46,9	6 016	3,2	82 483	43,7
13 820 ⁽⁴⁾	7,0	88 583	45,1	6 233	3,2	82 350	41,9
12 166 ⁽⁴⁾	5,9	88 886	42,7	6 693	3,2	82 193	39,5
15 359 ⁽⁴⁾	7,0	88 857	40,2	7 166	3,2	81 691	37,0
16 167 ⁽⁴⁾	7,1	89 548	39,2	7 857	3,4	81 691	35,8

(4) Tient compte des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et qui totaliseront 855 millions de dollars en 2001-2002.

(5) Incluant différents redressements comptables qui n'ont pas fait l'objet d'un ajustement du surplus (déficit) des années antérieures.

TABLEAU 3.2.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SERVICE DE LA DETTE

	Service de la dette directe		Intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite ⁽¹⁾		Service de la dette totale	
	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	197	5,1			197	5,1
1971-1972	210	4,7			210	4,7
1972-1973	242	4,8			242	4,8
1973-1974	288	5,0			288	5,0
1974-1975	296	4,1			296	4,1
1975-1976	368	4,4			368	4,4
1976-1977	456	4,7			456	4,7
1977-1978	606	5,5			606	5,5
1978-1979	763	6,5	54	0,5	817	6,9
1979-1980	882	6,7	88	0,7	970	7,3
1980-1981	1 217	8,3	165	1,1	1 382	9,4
1981-1982	1 686	9,4	264	1,5	1 950	10,9
1982-1983	1 921	9,7	379	1,9	2 300	11,6
1983-1984	2 031	9,2	480	2,2	2 511	11,4
1984-1985	2 414	10,8	598	2,7	3 012	13,4
1985-1986	2 648	10,9	706	2,9	3 354	13,8
1986-1987	2 754	10,7	802	3,1	3 556	13,8
1987-1988	2 751	9,7	924	3,2	3 675	12,9
1988-1989	2 665	8,8	1 137	3,8	3 802	12,6
1989-1990	2 829	8,9	1 186	3,8	4 015	12,7
1990-1991	3 026	9,0	1 411	4,2	4 437	13,2
1991-1992	3 222	9,2	1 444	4,1	4 666	13,3
1992-1993	3 475	9,6	1 281	3,6	4 756	13,2
1993-1994	3 750	10,2	1 566	4,3	5 316	14,5
1994-1995	4 332	11,7	1 549	4,2	5 881	15,9
1995-1996	4 287	11,0	1 747	4,5	6 034	15,5
1996-1997	3 906	10,3	1 949	5,1	5 855	15,4
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	4 378	10,5	2 965	7,1	7 343	17,6
1998-1999	4 773	10,2	2 414	5,2	7 187	15,4
1999-2000	4 740	10,0	2 632	5,6	7 372	15,6
2000-2001	5 012	9,8	2 594	5,1	7 606	14,9
2001-2002 ^P	4 765	9,5	2 637	5,3	7 402	14,8

P : Prévisions.

(1) Montant des intérêts imputés sur le passif au titre des régimes de retraite moins les revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.